Parlamentsdienste

Services du Parlement

Servizi del Parlamento

Servetschs dal parlament

Dokumentationsdienst
3003 Bern
Tel. 031 322 97 44
Fax 031 322 82 97
doc@parl.admin.ch

96.094 Ergänzungsleistungen zu AHV und IV. Bundesgesetz. 2. Revision

96.094 - Zusammenfassung

Uebersicht

96.094 **Ergänzungsleistungen zu AHV und IV. Bundesgesetz. 3. Revision**

Prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI. Loi fédérale. 3e révision

Botschaft: 20.11.1996 (BBl 1997 I, 1197 / FF 1997 I, 1137)

Ausgangslage

Nach Artikel 11 der Übergangsbestimmungen der Bundesverfassung ist es Aufgabe der Ergänzungsleistungen, den Existenzbedarf der Rentnerinnen und Rentner zu decken, solange die Leistungen der AHV und IV und das übrige Einkommen hierzu nicht genügen. Dieser Verfassungsauftrag wird heute von den Ergänzungsleistungen noch nicht in allen Fällen erfüllt.

Der gewichtigste Punkt der vorgeschlagenen Revision ist der Übergang von der Netto- zur Bruttomiete bei den Mietzinsausgaben.

Weitere Revisionspunkte sind:

- Herabsetzung der Karenzfrist für Ausländerinnen und Ausländer auf 10 Jahre;

- Neuregelung der Krankheitskosten;

- Einführung eines Freibetrages bei der selbstbewohnten Liegenschaft;

- Vereinfachung der Berechnung der Ergänzungsleistungen.

Die aus der Revision entstehenden Mehrkosten werden sich auf rund 60 Millionen Franken pro Jahr belaufen. Auf den Bund entfallen wie bisher rund ein Viertel der Kosten, drei Viertel gehen zu Lasten der Kantone.

Verhandlungen

NR	20.03.1997	AB 448, 477
SR	17.06.1997	AB 614
NR	18.06.1997	AB 1314
NR / SR	20.06.1997	Schlussabstimmungen (178:0 / 41:0)

Der **Nationalrat** lehnte einen Rückweisungsantrag der Minderheit Bortoluzzi (V, ZH), welche eine kostenneutrale Vorlage wollte, mit 126 zu 22 Stimmen klar ab. Keine Zustimmung fanden auch Anträge der Ratslinken, die Freibeträge zu erhöhen und auf den Renten der ersten Säule, welche Ergänzungsleistungen auslösen, keine direkten Steuern zu erheben. Zustimmung fand hingegen der Antrag der Kommission, der Steuererklärung aller AHV- und IV-Berechtigten sei ein vereinfachtes Berechnungsblatt für Ergänzungsleistungen beizulegen.

In der Frage der Informationspflicht beschloss der **Ständerat**, dass es den Kantonen überlassen werden solle, wie sie die Anspruchsberechtigten informieren. Der Rat stimmte auch einem Antrag der Kommission zu, wonach die Kantone, anstatt den Freibetrag für selbstbewohnte Liegenschaften anzuwenden, die Ergänzungsleistungen im Rahmen eines hypothekarisch gesicherten Darlehens zu Lasten des selbstbewohnten Wohneigentums vorschiessen können. Damit lässt es sich verhindern, dass selbstbewohntes Grundeigentum veräussert werden muss, damit der Veräusserer in den Genuss von Ergänzungsleistungen kommen kann.

In der Differenzbereinigung schloss sich der **Nationalrat** den Beschlüssen des Ständerates an.

En procédure d'élimination des divergences, le **Conseil national** s'est rallié aux propositions du Conseil des Etats.

96.094

Ergänzungsleistungen zu AHV und IV. Bundesgesetz. 3. Revision

Prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI. Loi fédérale. 3e révision

Botschaft und Gesetzentwurf vom 20. November 1996
(BBl 1997 I 1197)
Message et projet de loi du 20 novembre 1996
(FF 1997 I 1137)
Kategorie III, Art. 68 GRN – Catégorie III, art. 68 RCN

Antrag der Kommission
Mehrheit
Eintreten
Minderheit
(Bortoluzzi, Borer, Schenk)
Eintreten und Rückweisung an den Bundesrat mit dem Auftrag, eine möglichst kostenneutrale Revision vorzulegen.

Proposition de la commission
Majorité
Entrer en matière
Minorité
(Bortoluzzi, Borer, Schenk)
Entrer en matière et renvoyer le projet au Conseil fédéral avec mandat de présenter un projet de révision qui entraîne le moins de coûts supplémentaires possible.

Jeanprêtre Francine (S, VD), rapporteure: Votre commission n'a eu besoin que d'une séance en février pour être convaincue du bien-fondé de la présente 3e révision de la loi sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (LPC). La précédente avait eu lieu en 1987.
Il faut rappeler en premier lieu le rôle des prestations complémentaires. Elles sont, selon l'article 11 des dispositions transitoire de la Constitution fédérale, destinées à couvrir les besoins vitaux des rentiers aussi longtemps que les prestations de l'AVS et de l'AI, ainsi que les autres revenus n'y suffisent pas. Aujourd'hui, les prestations complémentaires n'atteignent pas encore ce but dans tous les cas. Le Conseil fédéral avec la présente 3e révision de la LPC est conscient qu'il s'agit d'une petite adaptation aux nécessités des ayants droit pour lesquels chaque amélioration, même de quelques dizaines de francs, compte. Coincé entre cette évidente nécessité d'aider les personnes les plus nécessiteuses, le partage des tâches entre la Confédération et les cantons et l'état des finances, le Conseil fédéral a proposé une révision dont le coût ne devait pas être supérieur à 60 millions de francs.
L'instrument des prestations complémentaires permet de compléter au mieux le système complexe des trois piliers. A ce titre, il a fait ses preuves. Malgré son importance, il a cependant connu une diminution de son rôle social avec l'introduction de l'assurance-maladie. En effet, ces dernières années les prestations complémentaires ont été très utiles pour répondre aux besoins des personnes dépendantes placées dans des institutions médicosociales et à ceux des besoins particuliers des personnes dépendantes.
De nombreuses personnes ayant la rente maximale de l'AVS reçoivent ces prestations parce que le grand âge et la dépendance rendaient leur situation économique précaire. Si la charge des soins à domicile et en institutions médicosociales a été prise en charge par l'assurance-maladie, il n'en reste pas moins que, même avec une diminution de 16 pour cent l'année dernière pour les bénéficiaires de l'AVS, la charge est restée stable pour les invalides, le nombre de ceux-ci ayant augmenté.
C'est pour cette raison que le Conseil fédéral nous propose une révision qualifiée d'urgente, mais que certains qualifieront également de minirévision.
C'est au vu de cette évidente nécessité d'une 3e révision de la LPC que votre commission a refusé par 16 voix contre 5 et avec 2 abstentions la proposition de renvoi de minorité sur laquelle je reviendrai. Elle a toutefois accepté un postulat qui va en partie dans le sens souhaité par M. Bortoluzzi.
Quant au contenu et dans les grandes lignes, la présente révision a trait tout d'abord au passage du loyer net au loyer brut en matière de dépenses de loyer. Aujourd'hui, les bénéficiaires de prestations complémentaires ne peuvent faire valoir que le loyer net. Les frais accessoires tels que le chauffage, la conciergerie, etc., sont pris en compte à concurrence d'un forfait annuel s'élevant à 600 francs pour les personnes seules et à 800 francs pour les couples. Or, au cours des dernières années, de nombreux coûts précédemment compris dans le loyer ont été transférés dans les frais accessoires. C'est la raison pour laquelle il est désormais prévu de tenir compte du loyer brut.
Les autres points importants de la révision sont les suivants: l'abaissement à dix ans du délai de carence prévu pour les ressortissants étrangers; une nouvelle réglementation des frais de maladie; l'introduction d'une franchise pour les immeubles appartenant et servant d'habitation aux bénéficiaires de prestations complémentaires; la simplification du calcul des prestations complémentaires et une transparence accrue du texte de loi. Quelques-unes de ces nouveautés ont fait l'objet de propositions entraînant des majorités et des minorités que vous retrouvez sur le dépliant et sur lesquelles je reviendrai plus tard. La commission a souhaité en outre introduire sur une proposition Goll un alinéa 4 (nouveau) à l'article 6 qui a trait à l'information automatique des ayants droit AVS et AI par l'autorité fiscale cantonale. Cette nouveauté attendue a permis ainsi de classer l'initiative parlementaire Zisyadis. Ce nouvel alinéa a été adopté par 18 voix contre 1.
J'aimerais attirer l'attention des parlementaires romands – qui ne sont certes pas nombreux dans la salle – sur une erreur dans le dépliant à l'article 12b. La proposition de minorité est traduite de façon incomplète. Dans cette proposition, il s'agit non seulement d'exempter de l'impôt fédéral direct les prestations AVS complétées par des prestations complémentaires, mais également de les exempter des impôts directs cantonaux – c'est très important.
Je dirais de façon générale que la présente révision a été largement saluée en commission et l'entrée en matière n'a pas été combattue. Au vote sur l'ensemble, elle fut adoptée à l'unanimité par 22 voix sans opposition.
L'urgence et le fait de se limiter à l'essentiel ont été des facteurs convaincants. Toutefois, l'avenir des prestations complémentaires, leur ancrage définitif dans la Constitution fédérale et le débat politique sur l'ensemble du système de la sécurité sociale dans notre pays seront abordés après les résultats des travaux IDA-Fiso. Un deuxième postulat accepté par le Conseil fédéral va précisément dans le sens d'un ancrage des prestations complémentaires dans la future constitution révisée. C'est donc à ce moment-là que nous reviendrons sur ce vaste sujet de politique sociale.
En plus de cet aspect, la nouvelle péréquation financière et le partage des tâches entre Confédération et cantons seront aussi des points d'accrochage très importants.
Pour l'instant, au nom de la commission, je vous prie d'entrer en matière.

Egerszegi Christine (R, AG), Berichterstatterin: Heute sind die Ergänzungsleistungen (EL) mit ihren bedarfsorientierten Lösungen nicht mehr aus dem Sozialversicherungsbereich wegzudenken. Sie decken den Existenzbedarf der Rentnerinnen und Rentner, sofern die Leistungen der AHV und der IV dazu nicht ausreichen. Obwohl das EL-System gut funktioniert, sind gewisse materielle wie auch formelle Änderungen notwendig geworden.
Die 2. EL-Revision, die seit 10 Jahren in Kraft ist, bezweckte vor allem, die Vergütungsmöglichkeiten von Mietzinsen, Heimtaxen, Krankheits- und Pflegekosten zu erweitern, weil

diese Ausgaben die EL-Berechtigten am meisten belasteten. Im Gegenzug wurde dann das Vermögen bei der Einkommensberechnung verstärkt berücksichtigt.
Die vorliegende 3. EL-Revision soll gezielt das System für die Nichtheimbewohnerinnen und -bewohner verbessern. Sie bringt aber auch gewisse Einsparungen durch Vereinfachungen und Verbesserungen in den EL-Berechnungen.
Die wichtigsten Punkte dieser Revision sind erstens der Übergang von der Netto- zur Bruttomiete bei den Mietzinsausgaben, denn bisher wurde ein reiner, in der Höhe begrenzter Mietzins mit einem Selbstbehalt und einem Pauschalbeitrag für Nebenkosten berechnet. Neu wird ein Bruttozins verrechnet; diese Neuerung bringt Mehrkosten in der Höhe von 49 Millionen Franken. Ebenfalls neu ist die Einführung eines Freibetrages von 75 000 Franken bei der selbstbewohnten Liegenschaft. Was diesen Wert übersteigt, wird als Vermögen angerechnet. Diese Neuerung bringt Mehrkosten in der Höhe von 3 Millionen Franken. Dazu kommt die Neuregelung der Krankheitskosten. Es sind keine Krankenkassenprämien mehr abziehbar, dafür werden die Einkommensgrenzen erhöht. Und neu ist auch die Herabsetzung der Karenzfrist für alle in der Schweiz wohnhaften Ausländerinnen und Ausländer von 15 Jahren auf 10 Jahre. Das bringt Mehrkosten in der Höhe von 5 Millionen Franken.
Die Vereinfachungen bei der Leistungsberechnung, nämlich die Abschaffung der Abzüge für Schuldzinsen und für Prämien von Lebens-, Unfall- und Invaliditätsversicherungen, bringen hingegen wieder Einsparungen in der Höhe von etwa 5,5 Millionen Franken. Dasselbe gilt für die einfachere Berechnung der Höhe der Ergänzungsleistungen.
Der vorliegende Gesetzentwurf wurde gegenüber dem seinerzeitigen Vernehmlassungsentwurf weitgehend auf das heute wirklich Notwendige reduziert. So wurde etwa die Informationspflicht der Kantone über den Ergänzungsleistungsanspruch fallengelassen, ebenso wie die Festsetzung eines höheren Freibetrages. Die Ausdehnung der Ergänzungsleistungen auf weitere Kategorien, aber auch Revisionspunkte, die die Heimbewohnerinnen und Heimbewohner betreffen, wurden bewusst auf eine nächste Revision verschoben.
Die Kommission hat sich an ihrer Sitzung vom 28. Februar 1997 eingehend mit dieser Gesetzesvorlage befasst; Eintreten war nicht bestritten. Allgemein wurde das System der Ergänzungsleistungen als unerlässliche Ergänzung zu AHV und IV gelobt. Man ist sich über alle Parteien hinweg darüber einig, dass ohne diese Zusatzleistungen unser heutiges Dreisäulenprinzip in der Altersvorsorge überhaupt nicht mehr richtig funktionieren könnte. Daher wäre die Überführung des Instituts der Ergänzungsleistungen von Artikel 11 der Übergangsbestimmungen der Bundesverfassung in die Bundesverfassung selber eigentlich eine Selbstverständlichkeit. Einen diesbezüglichen Vorstoss der Kommission zur Aufhebung dieses Dauerprovisoriums legen wir Ihnen auch als Postulat (97.3016) vor.
Zu kontroversen Meinungen kam es allein bei der Frage nach einer allfälligen Ausweitung des Bezügerkreises, z. B. auf alleinstehende Mütter mit kleinen Kindern.
Die vorliegende, «abgespeckte» Revision bringt Mehrkosten in der Höhe von 60 Millionen Franken pro Jahr. Davon werden dem Bund 13 Millionen Franken angelastet, und rund 47 Millionen Franken werden unter den Kantonen aufgeteilt. Im ganzen Budget der jährlichen Sozialversicherungsausgaben von rund 12 Milliarden Franken ist dies ein kleiner Betrag. Dennoch war die Kommission der Meinung, dass dieser Mehraufwand und diese Mehrleistungen in einen Gesamtzusammenhang mit dem Bericht IDA-Fiso 2 gestellt werden sollten.
Unsere Sozialversicherungen bilden zusammen ein ganzes Netz. Revisionen im einen Bereich haben immer Auswirkungen auf andere Zweige. Ganz deutlich sieht man dies bei den Ergänzungsleistungen. Die Ergänzungsleistungsausgaben sind seit 1980 im Durchschnitt jährlich um 9 Prozent gestiegen; 1995 erreichten sie mit 2,16 Milliarden Franken einen Höchststand. Bei den Ergänzungsleistungsausgaben für die AHV-Bezüger wurde dieses Kostenwachstum in den letzten Jahren abgeschwächt – dank Massnahmen bei der AHV selber, dank der Erziehungsgutschriften und der neu eingeführten Rentenformel, welche die niederen Renten erhöht, aber auch weil die heute Pensionierten immer mehr eine richtige Vorsorge der zweiten Säule haben. Konträr dazu steigt – auch rezessionsbedingt – die Anzahl der EL-Bezüger der IV. Eine weitere Verschiebung ergab sich nach Einführung der neuen Krankenversicherung; durch Pflegekostenbeiträge und Prämienverbilligungen wurden insgesamt 250 Millionen Franken von den Ergänzungsleistungen zur Krankenversicherung transferiert.
Einen weiteren Zusammenhang muss man mit den Fragen der Revision der Bundesverfassung, mit der Neuordnung des Finanzausgleiches und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen herstellen. Obwohl alle diese Neuregelungen Auswirkungen auf die Ausgestaltung der Ergänzungsleistungen haben können und auch haben werden, war die Kommission von der Notwendigkeit einer Anpassung im jetzigen Zeitpunkt überzeugt. Die Vorlage wurde gut aufgenommen und Eintreten einstimmig beschlossen.
Trotzdem wurde von einer Minderheit ein Rückweisungsantrag gestellt. Aus welchem Grund? Angesichts der Finanzierungsschwierigkeiten unseres Sozialstaates stand die Forderung nach Kostenneutralität dieser 3. EL-Revision im Raum. Nun ergänzt man aber mit diesem Sozialversicherungszweig nur Leistungen, die wirklich nötig sind; also sind dort kaum Einsparungen möglich. Es müsste somit nach neuen Einnahmequellen gesucht werden. Diese «erahnen» die Urheber des Rückweisungsantrages in den Ergänzungsleistungsbezügen, die von allfälligen Erben bei einem Verkauf einer Liegenschaft wieder zurückerstattet werden sollten. Nach ausgiebiger Diskussion blieb die Kommission grossmehrheitlich – mit 16 zu 5 Stimmen – bei der Überzeugung, dass man das bewährte System der Ergänzungsleistungen nicht wegen dieses kleinen Kreises umkrempeln sollte. Denn bisher sind Ergänzungsleistungen nur rückerstattungspflichtig, wenn man Vermögen oder Einkünfte nicht angegeben und somit ungerechtfertigt Gelder kassiert hat.
Um aber die Auswirkungen der Erhöhung der Vermögensfreigrenzen für Eigentümer selbstbewohnter Liegenschaften und die allfällige Möglichkeit einer Rückerstattungspflicht durch die Erben näher abzuklären, will die Kommission mit dem Postulat 97.3015, das Sie auf Seite 9 der Fahne finden, dem Bundesrat einen Vorschlag zur Prüfung dieses Anliegens überweisen.
Soweit zum allgemeinen Teil bzw. zum Eintreten. Ich bitte Sie im Namen der Kommission, auf diese Vorlage einzutreten und die Kommissionspostulate zu überweisen. Die Mehrheit der Kommission lehnt den Rückweisungsantrag ab. Auf die weiteren Anträge werde ich später eingehen.

Bortoluzzi Toni (V, ZH), Sprecher der Minderheit: Ich erlaube mir, zuerst ein paar Bemerkungen zum Eintreten zu machen. Ich habe nichts gegen Eintreten, wie alle Kommissionsmitglieder; die SVP-Fraktion wird auch auf die Vorlage eintreten. Die Ergänzungsleistungen zu den AHV/IV-Renten sind zu einer unbestrittenen, wertvollen Einrichtung herangewachsen. Ich möchte hier auch deutlich zum Ausdruck bringen, dass ich die vorgeschlagenen Änderungen nicht grundsätzlich bestreite.
Vor wenigen Jahren war es ja noch so, dass vor allem von sozialdemokratischer Seite die Notwendigkeit einer dauernden Einrichtung «Ergänzungsleistungen» angezweifelt wurde. Ich freue mich nun darüber, dass die Vertreterinnen und Vertreter der sozialdemokratischen Fraktion einsehen, dass die Existenzprobleme nur wirksam gemeistert werden können, wenn ein Teil der Sozialleistungen bedürfnisorientiert ausgerichtet wird. Ich möchte Ihnen zu dieser Neuorientierung in Ihrer Geisteshaltung gratulieren!
Man kann davon ausgehen, dass Ergänzungsleistungen auch in Zukunft nötig sein werden. Die Bedeutung wird sich aufgrund der sich verändernden Bevölkerungsstruktur meines Erachtens vermehrt auf die Langzeitpflege und aus wirtschaftlichen Gründen, muss man sagen, leider auch auf die Invalidität verschieben. Insgesamt kann man annehmen, dass sich die Bedeutung aber eher erhöhen wird.

Die Resultate der Armutsstudien – es gibt ja mehrere davon – zeigen auch, dass Rentner zum guten Glück eher selten zu den Armutsfällen gezählt werden müssen. Da kommt deutlich zum Ausdruck, dass die Ergänzungsleistungen, wie wir sie heute kennen, den Anforderungen gerecht werden. Wenn wir noch davon ausgehen, dass die angenommenen Armutsgrenzen in unserem Land im Vergleich mit dem benachbarten Ausland recht hoch angesetzt sind, können wir mit einem gewissen Stolz vermerken, dass in unserem Land die Armut für Rentenbezüger praktisch beseitigt ist. Da spielt das Instrument «Ergänzungsleistungen» eine wesentliche Rolle.
Zur Rückweisung: Unabhängig vom positiven Eindruck von der Revision, der Ihnen von den Berichterstatterinnen und nun zum Teil auch von mir vermittelt wurde, ist die Weiterentwicklung unserer Sozialwerke dauernd kritisch zu beurteilen; dazu gehören auch die Ergänzungsleistungen.
Eine der wesentlichsten innenpolitischen Fragen der Zukunft betrifft die Finanzierung unserer Sozialwerke. Die Ergänzungsleistungen – ich habe es gesagt – sind ein Teil davon. Unsere Anstrengungen sollten sich vor allem darauf konzentrieren, die in Aussicht gestellten Leistungen auch längerfristig bezahlbar zu machen. IDA-Fiso 1 zeigt die Entwicklung und die damit verbundenen Finanzierungsprobleme. Wenn wir unsere Sozialwerke revidieren, sind diese Eindrücke von IDA-Fiso 1 im Sinne einer Gesamtsicht immer mit einzubeziehen.
In der Vernehmlassung zu dieser Revision haben sich die zu drei Viertel an den Kosten beteiligten Kantone zur Vorlage durchwegs kritisch bis ablehnend geäussert. Bei allem Verständnis für die Verbesserungen kamen überall die Bedenken gegenüber der Entwicklung im sozialpolitischen Bereich zum Ausdruck. Der Rückweisungsantrag der Minderheit trägt diesen Bedenken Rechnung.
Ich mache mir auch persönlich grosse Sorgen, dass wir die Leistungen, die wir in den vergangenen Jahren versprochen haben und heute noch versprechen, in einigen Jahren nicht mehr bezahlen können. Auch wenn hier eine gegenüber der Vernehmlassung reduzierte Variante vorliegt, ist es doch letztlich eine Leistungsausdehnung.
Wenn man nun demgegenüber die finanzpolitische Entwicklung in den Kantonen verfolgt, dann stellt man fest, dass alle möglichen und unmöglichen Vorschläge in Prüfung sind oder durchgeführt werden, um den Haushalt in den Kantonen zu verbessern oder ins Gleichgewicht zu bringen: Es ist meines Erachtens nicht zulässig, den Mitarbeitern eine dreiprozentige Lohnkürzung, den Eigentümern höhere Eigenmietwerte und den Eltern der Mittelschüler neue Schulbeiträge abzuverlangen und gleichzeitig Sozialleistungen zu verbessern, die zu einer Mehrbelastung des Haushalts führen. Das tun wir aber mit dieser Vorlage. Das ist ganz klar.
Es geht um Leistungen, die wünschbar wären – das gebe ich zu, sie wären sozialpolitisch sicher sinnvoll –, aber so absolut dringlich sind sie auch wieder nicht. Mit ihrem Rückweisungsantrag möchte die Minderheit eine kostenneutrale Vorlage vorgelegt bekommen. Man hat sich bisher nicht bemüht, dieses Ziel zu erreichen. Der Bundesrat und die Verwaltung sind es nicht gewohnt, solche Ziele zu verfolgen. Die zusätzlichen Wünsche in diesem Bereich konnten bis vor wenigen Jahren mit dem entsprechenden Wirtschaftswachstum und der Inflation jeweils erfüllt werden. Diese Zeiten sind leider vorbei.
Man spricht immer vom «Lückenschliessen». Hier geht es nicht um Lücken, sondern um Verbesserungen. Bei allem Verständnis müssen wir uns zwingen, im Rahmen von Gesetzesrevisionen keine Ausdehnungen zuzulassen. Die Gesamtsicht ist voranzustellen. Wir werden bei den Ergänzungsleistungen wegen der Zunahme der Pflege- und der Invaliditätsfälle so oder so eine Ausdehnung der Kosten bekommen.
Ich bitte Sie also, mich in der Bemühung zu unterstützen, mit der Rückweisung eine kostenneutrale Vorlage zu erlangen.
Wo sind Möglichkeiten, Einsparungen zu erzielen? Solche Möglichkeiten sind meines Erachtens vorhanden. Ich bin davon überzeugt, dass das erreicht werden kann. Ich denke an vorzeitig abgetretene Vermögenswerte von Ergänzungsleistungsbezügern – was leider mangels Kontrolle passiert – oder an Vermögenswerte, die nach dem Ableben von Ergänzungsleistungsbezügern von den Erben in der Höhe von 200 000 Franken realisiert werden. Es kann doch nicht der Sinn unserer Sozialpolitik sein, Erben zu finanzieren. Das hat nichts mit Sozialpolitik zu tun.
Ich bitte Sie, dem Rückweisungsantrag zuzustimmen. Es geht darum, Sozialleistungen zu sichern – statt Versprechungen abzugeben, die, wie ich meine, in ein paar Jahren nicht mehr eingelöst werden können.

Eymann Christoph (L, BS): Ich bitte Sie im Namen der liberalen Fraktion um Eintreten und um Ablehnung des Rückweisungsantrages.
Die liberale Fraktion betrachtet die Ergänzungsleistungen als ein sehr wichtiges Instrument unserer Sozialpolitik. Besonders hervorzuheben ist auch, dass hier die Hilfe aus den im Gesetz umschriebenen Umständen ganz gezielt angewendet werden kann und wirklich nur denjenigen zugute kommt, die darauf angewiesen sind. Ich möchte gegenüber dem Bundesrat, dem zuständigen Departement und den Bundesämtern die Anerkennung für diese rasche Revision aussprechen. Es ist speziell rasch und sehr präzis gearbeitet worden. Es liegt mir daran, das auch an dieser Stelle bekanntzugeben.
Wir in der liberalen Fraktion sind ganz konsequent mit der Haltung der Mehrheit einverstanden. Es erübrigt sich daher auch, dass ich dazu noch speziell Stellung nehme.
Was Herr Bortoluzzi bezüglich der Sicherstellung der Finanzierung sagt, betrachten wir schon als wichtig. Aber auch hier ist der richtige Weg eingeschlagen worden. Mit den IDA-Fiso-Berichten wird ja departementsübergreifend eine seriöse Grundlage zur Verfügung gestellt. Sie erlaubt es uns, die wir zu entscheiden haben, die Entscheidungen dann auf einer sehr sachlichen Ebene zu treffen. Auch hier ist rechtzeitig gehandelt worden.
Im klaren müssen wir uns darüber sein, dass wir die Probleme, die sich – wie das Herr Bortoluzzi auch gesagt hat – in Zukunft noch verstärken werden, nicht zufriedenstellend werden lösen können, wenn wir in allen politischen Lagern in reinem Besitzstanddenken verharren. Auch da müssen wir neuere Lösungen suchen und einbeziehen, denn die Aufgabe bleibt allemal die, dass der Staat denjenigen helfen muss, die auf die Hilfe dringend angewiesen sind. Ich glaube also, dass diese Gesetzesrevision der richtige Weg ist.
Wir haben in bezug auf die Behandlung der ausländischen Mitbürgerinnen und Mitbürger auch die Pflicht, etwas über die Grenzen zu schauen, um uns Rechenschaft darüber zu geben, was in diesem Bereich sonst in Europa passiert – dies ebenfalls im Zeichen einer Harmonisierung der Sozialgesetzgebungen.
Deshalb können wir uns auch mit den einzelnen vom Bundesrat vorgesehenen Änderungen einverstanden erklären; wir bitten Sie um Zustimmung zur Mehrheit.

Heberlein Trix (R, ZH): Im Namen der FDP-Fraktion beantrage ich Ihnen, auf die Vorlage einzutreten und den Antrag der Minderheit Bortoluzzi auf Rückweisung abzulehnen.
Diese Zustimmung erfolgt nicht ohne Bedenken und nicht ohne verschiedene Bedingungen. Die Vorlage wurde zwar gegenüber dem Entwurf, wie er in der Vernehmlassung war, erheblich verbessert, und die Kostenfolgen wurden von 100 Millionen auf 60 Millionen Franken reduziert. Dass das bestehende System und insbesondere das Verfahren sowie der Vollzug erhebliche Mängel aufweisen, ist all jenen bekannt, die sich mit den Ergänzungsleistungen, mit der Berechnung und der Auszahlung befassen müssen. Dass diese Vereinfachungen im Verfahren und die Straffung der Abläufe zu Kosteneinsparungen führen müssen, erscheint uns selbstverständlich.
Die FDP-Fraktion hat in all ihren Stellungnahmen zum Dreisäulenbericht und zum IDA-Fiso-Bericht geltend gemacht, dass das Netz der Sozialversicherungen nur im Gesamtzusammenhang betrachtet und beurteilt werden darf und dass keine Gesetzesrevisionen mehr akzeptiert werden, bevor im Rahmen des Berichtes IDA-Fiso 2 auch eine Gesamtüber-

sicht über die Leistungen sowie über die Kostenfolgen der verschiedenen Sozialversicherungen und der verschiedenen Szenarien vorhanden ist.
Insbesondere werden wir keine neuen zusätzlichen Leistungen oder Versicherungszweige akzeptieren, bevor diese Gesamtschau und die Diskussion über Leistungen und Finanzierungen erfolgt sind.
Die Ergänzungsleistungen bilden heute im Rahmen des Dreisäulenprinzips, wir haben es gehört, eine unverzichtbare Zusatzleistung. Einst als vorübergehende Leistungen gedacht, sind sie heute nicht mehr wegzudenken, und sie sind als notwendige, sinnvolle und eben bedarfsgerechte Ergänzung von AHV und IV auch im Sinne unserer Bestrebungen. Die FDP-Fraktion anerkennt daher, dass auch das EDI im Dreisäulenbericht von der Variante der Zielhierarchie ausgeht und AHV, IV und Ergänzungsleistungen zusammen als existenzsichernde Grundlage im Rentenalter oder bei Invalidität betrachtet.
Dass auch die SP-Kommissionsmitglieder zu dieser Einsicht gekommen sind, hat uns natürlich gefreut; dass von ihnen ein entsprechendes Postulat zur Änderung des AHV-Artikels in der Bundesverfassung eingebracht wurde, zeigt doch eigentlich einen Gesinnungswandel, wenn ich mich an die Diskussion über den Dreisäulenbericht hier im Saal erinnere.
Gerade die bedarfsgerechte Ergänzung von AHV und IV, welche dieser Revision verstärkt zugrunde liegt, hat die FDP-Fraktion bewogen, dieser Vorlage trotz der grundsätzlichen Bedenken, die ich erwähnt habe, zuzustimmen.
Aus diesem Grund lehnen wir auch den Antrag der Minderheit auf Rückweisung ab. Die Hauptkosten entstehen nämlich durch den Übergang von der Nettomiete zur Bruttomiete bei der Festlegung des Mietzinsabzuges. Gerade dies ist eine Forderung, die wir seit langem aufgestellt haben und unterstützen. Dieser Übergang verursacht rund 49 Millionen von diesen 60 Millionen Franken Mehrkosten. Dass eine kostenneutrale Vorlage, wie sie die SVP-Fraktion verlangt, unter diesen Bedingungen nicht möglich ist, scheint uns klar.
Aus grundsätzlichen und nicht aus finanziellen Erwägungen ist die FDP-Fraktion der Meinung, dass die Karenzfrist nicht herabgesetzt werden darf. Auch diese kostet immerhin 5 Millionen Franken zusätzlich. Sie spielt nur gegenüber jenen Ländern eine Rolle, mit denen keine bilateralen Abkommen bestehen oder mit denen im Rahmen der Freizügigkeitsabkommen keine anderen Regelungen getroffen werden.
Ebenso lehnen wir den Antrag der Minderheit Hafner Ursula zu Artikel 3c ab. Wir wollen keine Teuerungsanpassung: Die Mehrkosten, die sich immerhin auf 13 Millionen Franken pro Jahr belaufen, können die gewünschten Wirkungen nicht erzielen.
Der Antrag der Minderheit Rechsteiner Paul für einen neuen Artikel 12b verstösst unserer Meinung nach gegen die Rechtsgleichheit. Wir können nicht Renten ungleich besteuern, je nachdem, ob man dann noch eine Ergänzungsleistung erhält oder nicht.
Zusammengefasst: Die FDP-Fraktion unterstützt diese Revision – sie enthält sinnvolle und notwendige Verbesserungen des Verfahrens und beinhaltet notwendige Neuerungen, die zwar Zusatzkosten für die Sozialversicherungen verursachen. Diese Gesamtrevision ist jedoch mit ihren Mehrkosten und den verbesserten Leistungen, die erbracht werden, in einen Gesamtzusammenhang mit der Diskussion um den Bericht IDA-Fiso 2 zu stellen.

Goll Christine (S, ZH): Wenn wir heute über die 3. Revision des ELG beraten, dann bin ich dafür, dass wir uns genau überlegen, welche Bedeutung diese Ergänzungsleistungen – auch angesichts der wachsenden sozialen Probleme in unserem Land – haben.
Als erstes möchte ich – vielleicht zur Präzisierung der Aussagen von Frau Heberlein bezüglich unseres vermeintlichen Gesinnungswandels – folgendes festhalten: Wir gehen immer noch davon aus, dass wir einen Verfassungsauftrag haben. Dieser lautet ganz klar, dass die Sozialversicherungsleistungen der ersten Säule, konkret der AHV und der IV, existenzsichernd sein müssen.
In der Realität sind wir aber noch meilenweit von diesem Ziel entfernt. Insofern sind die Ergänzungsleistungen als Übergangslösung eingeführt worden. Heute stellen wir fest, dass sich diese Übergangslösung zu einem Dauerprovisorium entwickelt hat. Trotzdem sind die Ergänzungsleistungen ganz klar im primären Netz der sozialen Sicherung in der Schweiz integriert. Das heisst konkret, dass ein klarer Rechtsanspruch besteht, und ich denke, dass die sozialen Rechte von Benachteiligten die einzige Lösung gegen Armutstendenzen, die wir auch in unserem Land kennen, sein können. Gleichzeitig stellen wir aber auch fest, dass das Instrument der Ergänzungsleistungen heute ein halbherziges Instrument zur Bekämpfung der Armut ist.
Trotzdem möchte ich zuerst die positiven Punkte dieser 3. Revision des ELG würdigen. Die wichtigste und positivste Einführung dieser 3. Revision des ELG ist ganz sicher der Übergang von der Netto- zur Bruttomiete: Das ist im Endeffekt nichts anderes als eine Anpassung an die Realität, da – wie wir ja genau wissen – die Kosten, die bisher im Mietzins enthalten waren, in den letzten Jahren zunehmend in die Nebenkosten verlagert wurden.
Zu den positiven Veränderungen dieser Revision gehören verschiedene Vereinfachungen, die eingeführt wurden, und vor allem die verständlichere Formulierung dieses Gesetzes. Im Endeffekt sind das alles Korrekturen, die zu einem besseren Vollzug der Ergänzungsleistungen, des Gesetzes, beitragen.
Die SGK unseres Rates war auch überzeugt, dass in dieser 3. Revision des ELG der Informationsauftrag für den Bezug von Ergänzungsleistungen beim Bezug von AHV- und IV-Leistungen enthalten sein muss. Bereits im Vorentwurf des Bundesrates, der in die Vernehmlassung ging, war ein solcher Informationsauftrag enthalten, allerdings nur für AHV-Rentner und -Rentnerinnen. In der Vernehmlassung wurde dieser Vorschlag zwar positiv aufgenommen, im Endeffekt ist er trotzdem aus der Vorlage des Bundesrates gekippt worden.
Dieser Informationsauftrag ist eigentlich eine logische Konsequenz aus der erst kürzlich publizierten Armutsstudie. Ich möchte daraus einen Punkt erwähnen. Die Armutsstudie macht darauf aufmerksam, dass wir heute in der Schweiz auch von versteckter Armut sprechen müssen, vor allem deshalb, weil Menschen, die anspruchsberechtigt wären, gerade bedarfsabhängige Leistungen nicht geltend machen: Es ist heute so, dass 33 Prozent der Bezügerinnen und Bezüger von AHV-Leistungen ihren Anspruch auf Ergänzungsleistungen nicht geltend machen, obwohl sie das Recht dazu hätten. Im Bereich der IV-Leistungen sind es sogar 39 Prozent der von Armut Betroffenen, die ihre Rechte nicht geltend machen.
Aus der Studie Leu geht die Problematik hervor, dass Rechte, die allein auf dem Papier formuliert sind, nicht ausreichen. Was ebenfalls nicht ausreicht, sind einfache Erklärungsmuster, z. B., dass von Armut Betroffene selber schuld sind. Diese Stigmatisierung und vor allem die Demütigung, die Menschen, welche Anspruch auf Ergänzungsleistungen haben, beim Bittgang zum Amt erleben, weisen wir zurück. Denn wir wissen, dass in jedem Bedarfsprinzip – so funktionieren nämlich auch unsere Ergänzungsleistungen – immer ein gewisser Willkürspielraum vorhanden ist.
Ich möchte betonen: Die Ergänzungsleistungen sind nicht dasselbe wie die Sozialhilfe. Ergänzungsleistungen sind keine Almosen. Wir haben gesetzliche Kriterien für den Rechtsanspruch, und wir haben vor allem gesetzliche Regelungen auf Bundesebene, was für die Sozialhilfe nicht zutrifft.
Die Maximalforderung im Zusammenhang mit dem Anrecht auf Ergänzungsleistungen ist in den letzten Jahren von Fachorganisationen immer wieder gestellt worden, nämlich die Forderung, dass die Ergänzungsleistungen nicht nur automatisch und antragslos ermittelt, sondern auch automatisch ausbezahlt werden sollen.
Die SGK unseres Rates ist auf diese Maximalforderung nicht eingeschwenkt und hat sich mit einer absoluten Minimalforderung begnügt. Die Grundlage für diese Minimalforderung, die Sie in Artikel 6 des ELG finden, hat sich dieses Parlament selber geschaffen, indem es nämlich in der letzten Legislatur

einer entsprechenden parlamentarischen Initiative oppositionslos Folge gegeben hat.
In der zweiten Phase, bei der Umsetzung der parlamentarischen Initiative Zisyadis, haben wir in unserer Kommission Hearings durchgeführt, lange und ausführliche Diskussionen geführt und vor allem praktikable Vorschläge erarbeitet, wie beispielsweise mit einfachen Berechnungsblättern in der Steuererklärung ein solcher Informationsauftrag erfüllt werden könnte.
Die Kommission unseres Rates hat dann aber in der letzten Legislatur beschlossen, eine Fristverlängerung zu beantragen, und zwar eben im Hinblick auf diese 3. Revision des ELG, die wir heute beraten. Der Entscheid der Kommission verlangt eigentlich eine unbürokratische Mitwirkung der kantonalen Steuerbehörden. Dieser Entscheid ist sehr bescheiden, aber dennoch wichtig und im Endeffekt auch ein Beitrag zur Überwindung von falscher Scham oder falschem Stolz von Ergänzungsleistungsberechtigten, die ihre Rechte sonst nicht geltend machen. Es ist eine rasche, einfache, administrativ vertretbare und meiner Meinung nach auch eine selbstverständliche Lösung, denn diejenigen, die Rechte haben, sollen wenigstens über ihre Rechte informiert werden.
Zum Rückweisungsantrag der Minderheit Bortoluzzi: Sie begründet ihren Rückweisungsantrag mit dem Stichwort «Kostenneutralität». Ich möchte in diesem Zusammenhang betonen: Soziale Rechte und Sozialleistungen gegen die Armut sind weder zum Nulltarif noch allein durch schöne Worte zu haben. Das Leben ist auch nicht kostenneutral, Herr Bortoluzzi!
Das Ziel dieser Revision sind einige wenige materielle Verbesserungen für Nichtheimbewohnerinnen und -bewohner. Vor einigen Jahren ist mir ein Wandspruch vor den Toren einer sozialen Beratungsstelle in Zürich aufgefallen. Da hiess es: «Sozialarbeit ist das schlechte Gewissen einer ungerechten Gesellschaft.» Im Zusammenhang mit der Beratung der 3. Revision des ELG wäre ein anderes Plakat vor dem Bundeshaus angebracht. Auf diesem Plakat müsste es heissen: «Die Ergänzungsleistungen sind das schlechte Gewissen einer ungerechten Sozialpolitik.»
Insofern möchte ich, Herr Bortoluzzi, Ihre Gratulation zum vermeintlichen Gesinnungswandel unserer Fraktion, der vor allem in Ihrer grenzenlosen Phantasie stattgefunden hat, höflichst ausschlagen.
Ich bitte Sie, den Rückweisungsantrag der Minderheit Bortoluzzi abzulehnen. Ich bitte Sie aber ebenso, unsere Minderheitsanträge zu unterstützen, auf die wir in der Detailberatung noch zurückkommen werden.
Noch ein letztes Wort zu Frau Heberlein, zur Präzisierung des Wortes «Gesinnungswandel», das Sie von Herrn Bortoluzzi aufgegriffen haben. Wir wollen in den Sozialversicherungsgesetzen nicht Barmherzigkeit festschreiben, wir wollen Rechte für Benachteiligte festschreiben. Wir wollen alles daransetzen, damit Menschen, die auf diese Leistungen angewiesen sind, nicht nur ihre Pflichten zu erfüllen haben, sondern auch Rechte haben und sie wahrnehmen können.

Hochreutener Norbert (C, BE): Die CVP-Fraktion beantragt Eintreten auf den Entwurf zur 3. Revision des ELG. Die Ergänzungsleistungen sind heute und in Zukunft ein wesentlicher Bestandteil der Dreisäulenkonzeption der Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge. Sie sollen nach wie vor mithelfen, Armut im Alter und bei Invalidität zu verhindern. Der Entwurf zur 3. Revision des ELG ändert nichts an dieser Zielsetzung. Es handelt sich nicht um eine grundlegende Revision. Sie kann auch als Minirevision bezeichnet werden.
Es werden indessen einige materielle Verbesserungen für Nichtheimbewohner vorgeschlagen – Frau Egerszegi hat darauf hingewiesen –, die möglichst rasch realisiert werden sollten. Im Vordergrund stehen die Anpassungen des ELG an die 10. AHV-Revision und an das neue KVG. Die Ausführungsbestimmungen sowie die von der Rechtsprechung und von der Verwaltung während der letzten Jahre geprägte Praxis sollten gesetzlich besser abgestützt werden. Beispiele sind die klaren Umschreibungen der Anspruchsberechtigung für Ergänzungsleistungen von Invaliden, von getrennten Ehegatten und von geschiedenen Personen sowie die Verdeutlichung und Ausdehnung der Regelungskompetenzen des Bundesrates.
Diese Änderungen, Herr Bortoluzzi, erlauben keinen Aufschub, weshalb die CVP-Fraktion keinen Grund dafür sähe, den Entwurf an den Bundesrat zurückzuweisen. Natürlich sind die grundsätzlichen Bedenken von Kollege Bortoluzzi richtig. Wir müssen uns neue Lösungen einfallen lassen. Auch Herr Eymann hat darauf hingewiesen. Aber in diesem Bereich gibt es nun einmal Lücken, die dringend geschlossen werden müssen.
Kostenneutralität, Herr Bortoluzzi, ist gar nicht möglich. Die Sicherung des Existenzminimums erfordert heute eben mehr als noch vor ein paar Jahren. Deshalb ist es gar nicht möglich, eine kostenneutrale Vorlage vorzulegen.
Die CVP-Fraktion schlägt Ihnen Eintreten auf die Vorlage und Zustimmung zu den Anträgen der Mehrheit der Kommission vor.
Ich möchte nur zu einem der Anträge jetzt schon sprechen. Die Minderheit Rechsteiner Paul will die Empfänger von AHV- und IV-Ergänzungsleistungen von der direkten Bundessteuer und den kantonalen Steuern befreien. Die CVP-Fraktion schlägt Ablehnung dieses Antrages vor und Zustimmung zur Mehrheit. Das Anliegen tönt zwar sehr logisch, andererseits schafft es neue Ungleichheiten und Ungerechtigkeiten. Es gibt Leute, die über ein Einkommen verfügen, das nicht höher ist als jenes anderer Leute, die eben mit Ergänzungsleistungen ein gleich hohes Einkommen erreichen. Die Steuerbefreiung gemäss dem Antrag der Minderheit Rechsteiner Paul würde nun jene, die Ergänzungsleistungen bekommen, gegenüber den anderen bevorzugen oder – umgekehrt – die anderen bestrafen. Das geht nicht an! Dazu kommt, dass wir mit der Steuerbefreiung sozusagen durch die Hintertüre in die Steuerhoheit der Kantone eingreifen würden. Ich bitte Sie, hier dem Antrag der Mehrheit zu folgen.
Gestatten Sie mir noch ein paar Bemerkungen zu den Kommissionspostulaten, welche auf die Zukunft ausgerichtet sind und welche die CVP-Fraktion begrüsst: Der eine Punkt betrifft die Ausdehnung der Vermögensfreigrenzen für Eigentümer von Liegenschaften, die sie selber bewohnen. Sie soll ebenso geprüft werden wie gegebenenfalls eine Rückerstattungspflicht der Erben. Die CVP-Fraktion steht hinter diesem Postulat. Genauso steht sie hinter dem zweiten Postulat der SGK. Es geht darum, die Ergänzungsleistungen definitiv in der Verfassung zu verankern, was heute nicht der Fall ist; das ist eine Selbstverständlichkeit. Es geht auch darum zu prüfen, ob die Ausdehnung der Anspruchsberechtigung auf neue Risiko- und Armutsgruppen sinnvoll ist. Sinnvoll könnte das sein, wenn das System der Ergänzungsleistungen andere Systeme, z. B. die Fürsorge, die IV, Systeme bei den Ausgesteuerten, im Sinne eines kostengünstigen, transparenten neuen Systems ersetzen könnte.

Meier Samuel (U, AG): Die LdU/EVP-Fraktion ist der Auffassung, dass es sich bei dieser vorliegenden 3. Revision des ELG um eine Zwischenlösung handelt. Mit Zwischenlösung meine ich, dass einerseits dringlichen Anliegen vieler AHV- und IV-Rentner möglichst rasch Rechnung getragen wird und andererseits bewusst gewisse ebenfalls revisionsbedürftige Anliegen aufgeschoben werden. Aufgeschoben werden sie, weil die Grundlagen für deren Revision zum Teil noch fehlen. Das betrifft u. a. die Frage des Schlüssels für die Finanzierungsaufteilung zwischen Bund und Kantonen, das Thema des Pflegerisikos, die Ausdehnung auf die berufliche Eingliederung und andere.
Meine Fraktion ist grundsätzlich mit dem Vorgehen, das der Bundesrat gewählt hat, einverstanden. Wir meinen aber, dass die entsprechenden Vorarbeiten zur kommenden 4. Revision des ELG jetzt schon an die Hand genommen und eingeleitet werden müssten.
Im Zusammenhang mit dem gesamten Thema der Ergänzungsleistungen ist es mir und meiner Fraktion ein ganz grosses Anliegen, dass die Bevölkerung bzw. die betroffenen Personen immer und immer wieder darauf aufmerksam gemacht werden, dass sie ergänzungsleistungsberechtigt sind.

Ich bin darum froh, dass der Bundesrat dieses Problem erkannt hat; er wollte sich dieses Problems annehmen, stiess jedoch auf den Widerstand der Kantone.
Der Bundesrat schreibt in der Botschaft, er erwarte, dass Kantone, Ausgleichskassen und IV-Stellen weiterhin ausführlich über den Ergänzungsleistungsanspruch informieren werden. Auch ich und meine Fraktion erwarten das. Ergänzungsleistungen sind eben keine Fürsorgegelder, sind keine Sozialhilfe. Es besteht ein Ergänzungsleistungsanspruch, und die Bevölkerung muss darüber informiert sein.
Wir bedauern, dass dieser Revisionspunkt nicht in die 3. Revision aufgenommen werden konnte, wie es der Bundesrat ursprünglich vorgesehen hatte. Die von der Kommission in Artikel 6 vorgeschlagene Lösung betrachte ich als minimalistische Lösung.
Es scheint mir, dass im Rahmen der Diskussion um diese Vorlage zur 3. Revision des ELG das Postulat der Kommission betreffend eine Verfassungsgrundlage für Ergänzungsleistungen einen ganz gewichtigen Stellenwert einnimmt. Persönlich gehe ich nach wie vor davon aus, dass das Dreisäulensystem es grundsätzlich längerfristig ermöglichen muss, die Existenzsicherung ohne den Notbehelf der Ergänzungsleistungen zu garantieren. Seien wir uns doch bewusst, dass die Ergänzungsleistungen nötig wurden, weil das Ziel der existenzsichernden AHV- und IV-Renten bis heute noch nicht erreicht werden konnte und weil in vielen Fällen die Mittel der zweiten und dritten Säule dazu nicht ausreichten.
Im Gegensatz zur AHV und zum BVG werden Ergänzungsleistungen – Sie wissen das – aus Steuermitteln finanziert, eine Regelung, die Arbeitnehmer- und Angestelltenkreise stark tangiert. Das heisst, es werden Steuermittel eingesetzt, um die offensichtlichen Mängel der ersten Säule zu kompensieren und die nicht ausreichenden Mittel aus der beruflichen Vorsorge zu ersetzen.
Ich bin der Auffassung, dass wir diese Grundsatzdiskussion nochmals führen müssen, und habe darum gegen die Überweisung des Vorstosses der Kommission als Postulat nichts einzuwenden.
Die LdU/EVP-Fraktion begrüsst und unterstützt diese 3. Revision des ELG. Die finanziellen Auswirkungen, gemessen an den jährlichen Ausgaben, für die Ergänzungsleistungen sind ja wirklich bescheiden. Sie haben es gehört: 15 Millionen Franken für den Bund und 45 Millionen Franken für die Kantone.
Im Detail ist unsere Fraktion auch mit der Reduktion der Karenzfrist von fünfzehn auf zehn Jahre einverstanden. Wir nehmen natürlich zur Kenntnis, dass je nach Ausgang der bilateralen Verhandlungen diese Fristen für EU-Angehörige zukünftig allenfalls gänzlich wegfallen könnten.
Mit der neuen Regelung über die Berechnung der Ergänzungsleistungen gewinnen dieses Gesetz und diese Vorlage ganz wesentlich an Transparenz; das scheint uns ganz wichtig zu sein.
Unsere Fraktion unterstützt auch die übrigen Revisionspunkte, auf die ich nicht näher eintreten möchte. Sie waren in der Vernehmlassung, aber auch in unserer vorberatenden Kommission weitgehend unbestritten.
Zum Postulat der Kommission betreffend Verfassungsgrundlage habe ich mich soeben geäussert. Hingegen unterstützt unsere Fraktion uneingeschränkt das Postulat der Kommission betreffend Vermögensfreigrenzen sowie betreffend die allfällige Rückerstattungspflicht der Erben. Auch uns ist es ein grosses Anliegen, in dieser Angelegenheit Missbräuche präventiv zu verhindern.
Zusammenfassend empfehle ich Ihnen namens der LdU/EVP-Fraktion, auf die Vorlage einzutreten, den Rückweisungsantrag abzulehnen und in der Detailberatung gemäss den Anträgen der Mehrheit der vorberatenden Kommission zu beschliessen.

Gonseth Ruth (G, BL): Das kleinstmögliche Pflaster hat der Bundesrat gewählt, um eine der klaffenden Lücken in unserem sozialen Netz notfallmässig zusammenzukleben. Längst ist ja der Auftrag der Verfassung, mit Ergänzungsleistungen Armut im Alter und bei Invalidität zu verhindern, nicht mehr erfüllt. Das hat die Armutsstudie gezeigt; Frau Goll ist ausführlich darauf eingegangen.
Wir Grünen unterstützen deshalb diese Revision, auch wenn sie nur eine minimalistische Revision ist. Sie kommt insbesondere jenen Menschen zugute, die auch im Alter noch in ihrem Eigenheim leben möchten, ihre Selbständigkeit beibehalten wollen.
Der Rückweisungsantrag der Minderheit Bortoluzzi ist deshalb in dieser aktuellen Notsituation kontraproduktiv und trifft die Falschen, er verlängert die Notsituation und die Existenzängste dieser alten Menschen. Sein Anliegen wurde in der Kommission ausführlich diskutiert; mit dem Postulat wird der Bundesrat aufgefordert, eine geeignete Lösung zu erarbeiten, damit nicht die Erben von diesen Ergänzungsleistungen profitieren.
Bei den verschiedenen Minderheitsanträgen unterstützt unsere Fraktion die Verbesserungsvorschläge der Minderheiten Baumann Stephanie und Hafner Ursula.
Etwas gespalten war unsere Fraktion beim Antrag der Minderheit Rechsteiner Paul für einen neuen Artikel 12b, wo es um die Steuern geht. Die Mehrheit unserer Fraktion wird aber diesen Minderheitsantrag auch unterstützen. Zwar sind wir Grünen uns durchaus bewusst, dass diese Revision des ELG nicht der richtige Ort ist, um die Schwachstellen des Steuersystems zu beseitigen. Wir sind uns auch bewusst, dass mit der Annahme dieses Antrages neue Ungerechtigkeiten geschaffen werden können. Trotzdem: Der Antrag beginnt dort, wo unser Steuersystem eigentlich absurd ist, nämlich dort, wo der Staat mit der einen Hand gibt und mit der anderen Hand gleich wieder wegnimmt. Der Antrag zielt in die richtige Richtung und will notwendige Korrekturen einleiten; er verdient deshalb Unterstützung.
Die grüne Fraktion bittet Sie, diese Minirevision mit den verschiedenen vorgeschlagenen Verbesserungen zu unterstützen und den Rückweisungsantrag der Minderheit Bortoluzzi abzulehnen.

Präsident: Die Fraktion der Freiheits-Partei lässt mitteilen, dass sie den Rückweisungsantrag der Minderheit Bortoluzzi unterstützt.

Egerszegi Christine (R, AG), Berichterstatterin: Ich erlaube mir zwei kurze Bemerkungen zum Rückweisungsantrag der Minderheit Bortoluzzi:
1. Ist der Übergang von der Nettomiete zur Bruttomiete eine gerechtfertigte Verbesserung oder ein Luxus? Dazu muss ich Ihnen einfach sagen: Ergänzungsleistungen werden nur dann ausgelöst, wenn sie wirklich gerechtfertigt sind. Wenn der Nettozins zusammen mit dem Pauschalbeitrag für die Nebenkosten nicht ausreicht, müssen diese Mittel von irgend jemandem aufgebracht werden. Es ist nicht der Kanton, der das bezahlt – deshalb waren die Kantone auch gegen diesen Übergang –, es sind die Gemeinden, die Sozialhilfe. Nur was wirklich nötig ist, löst Ergänzungsleistungen aus.
2. Zur Möglichkeit, dass allfällige Erben zur Kasse gebeten werden: Wir müssen uns einmal veranschaulichen, wie viele überhaupt betroffen sein könnten. Von den 162 000 EL-Bezügern sind 8300 Besitzer von eigenen Liegenschaften. Das sich daraus ergebende Verhältnis ist sehr klein, und es handelt sich bei weitem um Liegenschaften älteren Datums. Da ist sicher nicht sehr viel zu holen. Und es ist nicht so, dass die allfälligen Erben in jedem Fall verschont werden: Alle Kantone erheben selber Erbschafts- oder Schenkungssteuern und werden so entschädigt.
Der Mehrheit der Kommission schien es nicht richtig, über die Revision des Sozialversicherungsgesetzes in die Steuerhoheit der Kantone einzugreifen.
Ich bitte Sie also namens der Mehrheit der Kommission, auf diese Vorlage einzutreten und den Rückweisungsantrag der Minderheit Bortoluzzi abzulehnen.

Jeanprêtre Francine (S, VD), rapporteure: M. Bortoluzzi, avec sa proposition de renvoi de la minorité, pense que c'est faire une fleur aux héritiers que de ne pas demander le remboursement des prestations complémentaires, mais il ne

pense pas que c'est mettre une pierre dans le jardin des cantons.
1. De façon générale, et sans parler exclusivement d'ailleurs de la propriété du logement, la présente proposition de renvoi de la minorité nous renvoie à la compétence générale des cantons de fixer de leur propre chef la législation en matière d'héritage, et c'est là toucher un point très sensible.
2. Les prestations complémentaires sont un droit individuel et toute autre approche entraînerait un changement fondamental du système. Le risque que les ayants droit ne recourent plus aux prestations complémentaires serait accru, alors que nous savons qu'un tiers d'entre eux ne demandent pas ces prestations et qu'il s'agira précisément de perfectionner l'information. Il serait préjudiciable qu'une personne oppressée par l'idée que ses enfants ou ses héritiers doivent rembourser renonce aux prestations complémentaires.
La réalité des chiffres ne doit pas nous faire oublier qu'il n'y a que 8300 bénéficiaires de prestations complémentaires sur 162 000, qui sont propriétaires, et ce sont souvent de petits propriétaires dont le bien immobilier est encore hypothéqué.
C'est donc par 16 voix contre 5 et avec 2 abstentions que votre commission vous recommande de refuser la proposition de renvoi de la minorité Bortoluzzi.

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: Je me prononcerai principalement sur la proposition de renvoi de la minorité Bortoluzzi pour vous prier, au nom du Conseil fédéral, de vous y opposer, de bien vouloir traiter immédiatement cette question, d'achever ce traitement et de contribuer ainsi à résoudre un problème urgent qui se pose aux personnes bénéficiaires de l'AVS ou de l'AI dont les revenus sont insuffisants.
Je crois que dans un autre débat qui a eu lieu dans cette salle et qui a lieu dans la population depuis plusieurs semaines ou mois, la question qui se pose est de savoir si l'on peut laisser passer le temps alors que des personnes âgées sont dans le besoin.
Aujourd'hui aussi, nous parlons du même point, qui est de savoir si nous voulons adapter aujourd'hui une législation qui a fait apparaître un certain nombre de problèmes liés au moment où des personnes vieillissantes commencent à vivre dans la gêne ou dans l'angoisse du lendemain. Imaginer donc que l'on peut renvoyer une telle mesure alors que le Conseil fédéral a très sciemment limité la révision à la solution des problèmes urgents, c'est vouloir, encore une fois, temporiser, compter sur le temps pour faire des économies sur le dos de ceux qui en ont le plus besoin et qui sont en train de vieillir. C'est bien la raison pour laquelle, et avec une certaine passion, je m'oppose à la proposition de renvoi de la minorité.
Je remercie tous ceux qui soutiennent le projet du Conseil fédéral et qui en soulignent justement le caractère urgent, mais qui, en même temps, attendent du Conseil fédéral – et ce faisant, ils ne font que le conforter dans sa propre volonté – qu'il présente un tableau d'ensemble des réformes, en particulier dans le cadre des trois piliers. Je vous rappelle que mon département a pu présenter ainsi à la discussion politique une vision d'avenir, une esquisse d'avenir de ces trois piliers où les prestations complémentaires trouveraient un ancrage régulier, tant je suis persuadée qu'un droit acquis pour tout le monde, reposant sur un système administratif extrêmement simple et suffisant pour la plupart des cas, est nécessaire mais doit être complété de façon durable par des prestations ciblées.
Permettez-moi d'espérer que le débat que nous menons actuellement pourrait convaincre l'un ou l'autre de nos concitoyens ou de nos concitoyennes qui ont droit aux prestations complémentaires, mais ne les ont jamais demandées, qu'il s'agit bien d'un droit, que ce droit leur est garanti et qu'il leur suffit de le faire valoir pour que se mette en marche la procédure qui le leur accorde. Dans ce sens-là, je me félicite que le caractère controversé de ce projet, ajoutant des arguments aux arguments, permette peut-être à plus de personnes de se rendre compte de ce qu'il en est. Mais pour cela il faut une décision très claire de ce Parlement de vouloir résoudre les problèmes au fur et à mesure qu'ils se posent et ce, d'une façon satisfaisante.
En français, l'expression qui a été retenue pour la proposition Bortoluzzi ne parle pas de «neutralité des coûts», mais tout simplement de «coûts aussi réduits que possible». Si c'était de cela qu'il s'agissait, je dirais que le Conseil fédéral a effectivement – et il n'en est même pas très heureux – réduit au maximum les coûts, puisqu'il a même renoncé à un point. En l'occurrence, je me verrai obligée de combattre une proposition de la commission dont la pertinence, par ailleurs, est reconnue par tout le monde, c'est-à-dire améliorer le taux de demande des personnes qui ont droit aux prestations complémentaires, ce qui souvent n'est pas le cas à cause du manque d'information.
Mais s'il s'agit de neutralité des coûts, comme le dit M. Bortoluzzi, cela signifie quoi? Qu'il faut enlever aux uns pour donner aux autres. Voilà l'expression même de «neutralité des coûts» et ce que cela suppose. A qui voulez-vous enlever, Monsieur Bortoluzzi? Il ne s'agit pas de l'ensemble de la population, il ne s'agit pas de gens fortunés à qui on peut demander un effort au bénéfice de gens qui ont besoin que cet effort se fasse. Vous voulez enlever quelque chose aux personnes qui ont droit à des prestations complémentaires parce qu'elles occupent le bas de notre échelle sociale pour le donner à d'autres personnes qui se situent au bas de cette même échelle sociale. Non, Monsieur Bortoluzzi, la neutralité des coûts est une aberration lorsque nous parlons d'un système ciblé d'aide à ceux qui en ont le plus besoin.
Vous avez dit, Monsieur Bortoluzzi, que l'administration ne pensait en général qu'à augmenter des prestations et qu'il lui manquait je ne sais quel instinct qui lui permettrait de revoir de temps en temps si des prestations sont justifiées ou non. Vous faites là un procès d'intention tout à fait déplacé. La 2e révision de la loi sur les prestations complémentaires a été l'occasion de stipuler la prise en compte de toutes les rentes versées aux assurés, sans égard à la nature de cette rente, et non pas de s'appuyer seulement sur la rente AVS et AI. La révision que nous vous proposons entend supprimer la déduction des intérêts des dettes ainsi que celle des primes d'assurance sur la vie, contre les accidents et l'invalidité qui, jusqu'à présent, était possible à concurrence de 300 francs pour les personnes seules et de 500 francs pour les couples. Economie: 5,5 millions de francs que nous prenons, encore une fois, à ceux qui en ont le plus besoin. Au-delà, il n'y a rien à faire, et c'est la raison pour laquelle il faut absolument rejeter la proposition de la minorité Bortoluzzi.
J'aimerais redire très rapidement de quoi il s'agit:
1. Il s'agit, tout le monde s'en est félicité, de rendre le texte légal plus facile quant à son interprétation, quant à sa lecture. Cela est nécessaire.
2. Il s'agit de permettre que, en ce qui concerne le délai d'attente pour les ressortissants étrangers, on arrive de nouveau à une réglementation plus généralement valable, que l'on évite les différences de traitements choquantes, puisque dans certains cas, les accords bilatéraux ont fait entrer dans les moeurs ce que nous vous proposons maintenant de faire entrer dans la loi. Encore une fois, les prestations additionnelles représentent, toutes ensemble, à peu près 66 millions de francs en tout, à partager entre la Confédération et les cantons – nous parlons d'une charge additionnelle de 15 millions de francs pour la Confédération –, et cette somme ne mériterait peut-être pas ce grand débat. Espérons au moins qu'il servira à informer la population de l'existence et du droit qu'elle a en matière de prestations complémentaires. Il s'agit de corriger un point que les moeurs ont tout simplement rendu inadéquat. Jusqu'à présent, les personnes ayant droit aux prestations complémentaires ne pouvaient faire valoir que le loyer net et pouvaient, par ailleurs, recevoir un montant forfaitaire. Cela n'avait pas de grandes conséquences parce que la règle était que, dans le loyer, on inclut les frais additionnels. Actuellement, les moeurs ont évolué dans ce domaine, les habitudes, les coutumes et, de ce fait, les personnes qui sont aux prestations complémentaires ne peuvent même plus faire valoir, comme elles le faisaient autrement, la charge principale du loyer d'une façon satisfaisante. Nous avions une inégalité de traitement dans le mode de remboursement des frais de maladie. Nous voulons la corri-

ger. Il n'est pas normal que ceux qui ont la rente la plus petite reçoivent le moins en termes de prestations complémentaires au titre des frais de maladie.
3. Nous voulons, pour les 8000 personnes qui souvent sont propriétaires de petits biens immobiliers, leur permettre de tenir compte d'une franchise de 75 000 francs, et cela tout simplement parce que nous ne souhaitons pas que ces personnes vivent dans la pauvreté, possédant peut-être effectivement les murs dans lesquels elles vivent dans la pauvreté, c'est-à-dire dans la faim, parce qu'elles n'ont pas droit aux prestations complémentaires.
Voilà les minicorrections que nous vous proposons. Il va sans dire que le Conseil fédéral compte sur le soutien du Parlement, compte sur votre volonté d'aller vite de l'avant et vous en remercie.

Namentliche Abstimmung
Vote nominatif
(Ref.: 0485)

Für den Antrag der Mehrheit stimmen:
Votent pour la proposition de la majorité:
Aeppli, Aguet, Alder, Aregger, Banga, Baumann Ruedi, Baumann Stephanie, Baumberger, Bäumlin, Béguelin, Berberat, Bezzola, Bircher, Blaser, Bodenmann, Borel, Bühlmann, Bührer, Carobbio, Cavadini Adriano, Cavalli, Chiffelle, David, de Dardel, Deiss, Dettling, Diener, Dünki, Dupraz, Egerszegi, Eggly, Engelberger, Engler, Epiney, Eymann, Fankhauser, Fasel, Fässler, Filliez, Frey Claude, Friderici, Fritschi, Gadient, Goll, Gonseth, Grendelmeier, Grobet, Gros Jean-Michel, Gross Andreas, Gross Jost, Grossenbacher, Guisan, Günter, Gysin Hans Rudolf, Gysin Remo, Haering Binder, Hafner Ursula, Hämmerle, Heberlein, Herczog, Hess Peter, Hochreutener, Hollenstein, Hubmann, Imhof, Jans, Jaquet, Jeanprêtre, Kofmel, Kühne, Langenberger, Lauper, Ledergerber, Leemann, Leuba, Loretan Otto, Marti Werner, Maury Pasquier, Meier Hans, Meier Samuel, Müller Erich, Nabholz, Nebiker, Ostermann, Philipona, Pidoux, Pini, Randegger, Ratti, Rechsteiner Paul, Rechsteiner Rudolf, Rennwald, Roth, Ruckstuhl, Ruffy, Sandoz Marcel, Sandoz Suzette, Scherrer Werner, Scheurer, Schmid Odilo, Schmied Walter, Semadeni, Stamm Luzi, Steiner, Strahm, Straumann, Stucky, Stump, Suter, Teuscher, Thür, Tschäppät, Tschopp, Tschuppert, Vogel, Vollmer, von Allmen, von Felten, Weber Agnes, Weigelt, Widrig, Wiederkehr, Wittenwiler, Zapfl, Zbinden, Zwygart (126)

Für den Antrag der Minderheit stimmen:
Votent pour la proposition de la minorité:
Baumann Alexander, Bortoluzzi, Brunner Toni, Dreher, Fehr Hans, Fischer-Hägglingen, Föhn, Freund, Frey Walter, Giezendanner, Gusset, Hasler Ernst, Hess Otto, Kunz, Moser, Schenk, Schlüer, Steffen, Steinemann, Vetterli, Weyeneth, Wyss (22)

Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent:
Fischer-Seengen (1)

Entschuldigt/abwesend sind – Sont excusés/absents:
Bangerter, Binder, Blocher, Bonny, Borer, Bosshard, Caccia, Christen, Columberg, Comby, Couchepin, Dormann, Ducrot, Durrer, Eberhard, Ehrler, Fehr Lisbeth, Hegetschweiler, Hubacher, Jutzet, Keller, Lachat, Leu, Loeb, Lötscher, Maitre, Maspoli, Maurer, Meyer Theo, Mühlemann, Müller-Hemmi, Oehrli, Pelli, Raggenbass, Ruf, Rychen, Scherrer Jürg, Schmid Samuel, Seiler Hanspeter, Simon, Speck, Spielmann, Stamm Judith, Steinegger, Thanei, Theiler, Vallender, Vermot, Widmer, Ziegler (50)

Präsident, stimmt nicht – Président, ne vote pas:
Leuenberger (1)

Bundesgesetz über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung
Loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité

Detailberatung – Examen de détail

Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung, Art. 1 Abs. 1
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, ch. I introduction, art. 1 al. 1
Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 2
Antrag der Kommission
Abs. 1
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2
Mehrheit
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
Minderheit I
(Baumann Stephanie, Cavalli, Fasel, Goll, Gonseth, Gross Jost, Hafner Ursula, Jeanprêtre, Maury Pasquier, Rechsteiner Paul)
....
a. .... wird, insgesamt zehn Jahre innerhalb eines Zeitraums von fünfzehn Jahren in der ....
b. .... wird, insgesamt fünf Jahre innerhalb eines Zeitraums von zehn Jahren in der ....
....
Minderheit II
(Bortoluzzi, Blaser, Borer, Egerszegi, Heberlein, Schenk, Stamm Luzi)
....
a. .... wird, ununterbrochen fünfzehn Jahre in der ....
....

Abs. 3, 4
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 2
Proposition de la commission
Al. 1
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2
Majorité
Adhérer au projet du Conseil fédéral
Minorité I
(Baumann Stephanie, Cavalli, Fasel, Goll, Gonseth, Gross Jost, Hafner Ursula, Jeanprêtre, Maury Pasquier, Rechsteiner Paul)
....
a. .... Suisse durant dix ans au moins au cours de la période de quinze ans précédant ....
b. .... Suisse durant cinq années au moins au cours de la période de dix ans précédant ....
....
Minorité II
(Bortoluzzi, Blaser, Borer, Egerszegi, Heberlein, Schenk, Stamm Luzi)
....
a. .... Suisse durant quinze ans au moins ....
....

Abs. 1, 3, 4 – Al. 1, 3, 4

Angenommen – Adopté

Abs. 2 – Al. 2

Baumann Stephanie (S, BE), Sprecherin der Minderheit: Sie haben gesehen, dass der Bundesrat in Artikel 2 vorschlägt, dass Ausländerinnen und Ausländer ununterbrochen während zehn Jahren in der Schweiz gelebt haben müssen, damit sie einen Anspruch auf Ergänzungsleistungen anmelden können. In der Vernehmlassung ist nun diese Formulierung von verschiedenen Organisationen, aber auch von einzelnen Kantonen kritisiert worden, weil es eine sehr starre Regelung ist. Wenn jemand länger als zehn Jahre in der Schweiz lebte, aber zwischendurch einmal ein halbes Jahr beispielsweise im Heimatland verbracht hat, verliert er den Anspruch auf Ergänzungsleistungen, was dann wiederum sehr schwer erklärbar und ungerecht ist.
Ich habe deshalb mit dem Antrag versucht, diese Kritik aufzunehmen und eine flexiblere Formulierung zu finden, aber ich ändere nichts am Erfordernis der zehnjährigen Aufenthaltsdauer. Ich möchte lediglich die Möglichkeit schaffen, dass diese Zeit mit Unterbrüchen in der Schweiz verlebt werden kann.
Nicht akzeptabel ist für unsere Fraktion eine Karenzfrist von fünfzehn Jahren, wie sie die Minderheit II (Bortoluzzi) beantragt.
Ich bitte Sie, den Minderheitsantrag I zu unterstützen.

Bortoluzzi Toni (V, ZH), Sprecher der Minderheit: Sie haben es gehört: Es geht um die Anspruchsberechtigung von Ausländern. Der Bundesrat schlägt eine Verbesserung der Karenzfrist von 15 auf 10 Jahre vor; die Minderheit I (Baumann Stephanie) geht mit ihrem Antrag noch etwas weiter. Dieser scheint mir unmöglich zu sein, weil er mit der AHV-Gesetzgebung nicht korrespondiert; aber darüber kann mir vielleicht Frau Bundesrätin noch Auskunft geben.
Ich beantrage Ihnen eine Formulierung, die der jetzt gültigen Fassung entspricht, also nicht etwas völlig Neues. Und wenn mir die Frau Bundesrätin vorgeworfen hat, ich spare am falschen Ort, dann muss ich ihr sagen: Sparen ist, wenn man weniger Geld ausgibt. Ich beantrage ja nicht, weniger Geld auszugeben, sondern ich verlange mit meinen Anträgen, dass man beim heutigen Stand bleibt, und das hat mit Sparen gar nichts zu tun.
Unsere Minderheitsanträge zu dieser Vorlage beinhalten eine Beibehaltung der jetzigen Situation oder allenfalls eine Verbesserung. Von Verschlechterungen oder Sparen kann also in keiner Art und Weise die Rede sein. Wir sind ja – das habe ich vorhin festgestellt – noch längst nicht so weit wie in Schweden und in Deutschland, und ich hoffe, es wird nicht so schnell so weit kommen. Ich bin aber überzeugt: Wenn man in diesem Bereich nicht die Bremse anziehen will, werden wir leider früher oder später gezwungen sein, über echte Leistungsreduktionen zu sprechen.
Es gibt in Artikel 2 bei der Anspruchsberechtigung der Ausländer meines Erachtens wirklich keinen Grund, etwas zu ändern, auch wenn es nur um 5 Millionen Franken Mehrausgaben geht. Natürlich gibt es immer irgendeinen Grund; man kann einfach etwas nett sein und sagen, man wolle etwas harmonisieren – das habe ich vorhin gehört –, oder man sagt, es sei eine teilweise Anpassung an Sozialversicherungsabkommen. Ich möchte hier ganz klar zum Ausdruck bringen, dass Ergänzungsleistungen eine schweizerische Besonderheit und in keiner Art und Weise international koordinierbar sind. Die Leistungen werden denn auch nicht transferiert. Ich denke, wenn diese Karenzfrist in bilateralen Verhandlungen mit der EU ein Thema sein wird – das ist durchaus möglich –, wäre es immer noch früh genug, diese Anpassung vorzunehmen. Ich glaube, man muss solche Anpassungen nicht vorwegnehmen.
Es geht, gemessen an den Gesamtkosten unserer sozialen Einrichtungen, nicht um sehr viel Geld, aber ich möchte Sie bitten, auf unnötige Ausgaben zu verzichten und dem Antrag der Minderheit II zuzustimmen.

Maury Pasquier Liliane (S, GE): Comme le Conseil fédéral le dit lui-même dans son message, «les prestations complémentaires sont un instrument de lutte contre la pauvreté des personnes âgées et invalides.» Comme telles, elles doivent donc permettre aux habitantes et habitants de ce pays, même touchés par les conséquences parfois funestes de l'âge ou de la maladie, de vivre dans des conditions décentes. Cette déclaration d'intention bute toutefois sur l'attribution des prestations complémentaires aux personnes étrangères qui ont pourtant, comme le définit la loi, «leur domicile et leur résidence habituelle en Suisse».
Dans la crainte toujours très vive de drainer vers notre «paradis» des cohortes d'étrangers attirés par des conditions de vie prétendument trop faciles, la loi actuelle a fixé à quinze ans la durée de résidence en Suisse qui permet d'ouvrir le droit aux prestations complémentaires. Cette durée exagérément longue empêche finalement certaines personnes de bénéficier des prestations complémentaires qui leur sont devenues nécessaires.
Ainsi, ces personnes, qui ont passé de nombreuses années dans notre pays, qui y ont payé des impôts, qui ont contribué à sa prospérité, se retrouvent en situation de pauvreté, devenant finalement dépendantes de l'assistance. Il s'agit ici d'un transfert de charges vers les communes et les cantons. En termes de dignité humaine et de justice sociale, on a vu mieux.
Les conséquences néfastes de ce délai de carence de quinze ans, le Conseil fédéral les a bien vues. C'est la raison pour laquelle il nous propose, dans cette 3e révision de la loi en question, une diminution de ce délai à dix ans de résidence. Cependant, aux yeux du groupe socialiste, si ce premier pas va dans le bon sens, il n'est pas suffisant puisque l'étrangère ou l'étranger devra justifier un séjour de dix ans sans interruption, comme vous l'a dit Mme Baumann tout à l'heure. Il serait donc impossible, par exemple, à une personne qui a pourtant passé bien plus de dix ans dans notre pays, de bénéficier des prestations complémentaires si elle a interrompu son séjour au cours des dix dernières années pour des raisons familiales ou professionnelles. C'est une véritable inégalité de traitement.
De plus, cette condition de séjour ininterrompu est dissuasive. Prenez par exemple le cas d'un rentier au bénéfice des PC. Il voudrait bien tenter un retour au pays, voir s'il se sent toujours chez lui là-bas. Comment voulez-vous qu'il fasse une telle tentative s'il sait qu'en cas d'échec, il ne pourra plus, à son retour en Suisse, vivre dans des conditions décentes?
Quand donc cesserons-nous de considérer a priori les personnes étrangères comme des profiteurs en puissance, attirés seulement par l'argent des Suisses? Rappelons-nous plutôt que les travailleuses et travailleurs étrangers sont des partenaires qui contribuent au développement de notre économie et qui nous apportent leurs forces de travail. Nous devons encourager chez eux, comme chez tous les ressortissants et ressortissantes suisses, une mobilité créative et productrice. Souvenons-nous enfin – M. Bortoluzzi l'a rappelé tout à l'heure – que la libre circulation des personnes est incompatible avec un tel type de discrimination entre autochtones et étrangers.
Au nom du groupe socialiste, je vous invite donc à aller dans le sens de l'histoire en rejetant à tout le moins la proposition de la minorité II (Bortoluzzi) et en acceptant la proposition de la minorité I (Baumann Stephanie).

Egerszegi Christine (R, AG), Berichterstatterin: Artikel 2 Absatz 2 hat in der Tat sehr viel zu reden gegeben. Es ist seit der Einführung der Ergänzungsleistungen so, dass hauptsächlich Schweizer Bürgerinnen und Bürger mit diesen Beiträgen ihr Mindesteinkommen ergänzen können. Ausländische Personen werden nicht ausgeschlossen, aber sie müssen nach bisheriger Regelung ununterbrochen seit fünfzehn Jahren hier wohnhaft gewesen sein. Neu soll eine Karenzfrist von zehn Jahren gelten. Sie kostet zwar 5 Millionen Franken, aber damit kann man eine teilweise Harmonisierung mit den Karenzfristen der Renten verwirklichen, die für Angehörige jener Staaten gelten, mit denen die Schweiz besondere Sozialversicherungsabkommen abgeschlossen hat.

Während die Minderheit II (Bortoluzzi) keinen Anlass sieht, diese Karenzfristen zu verkürzen, geht die Minderheit I (Baumann Stephanie) – Sie haben das von Frau Maury Pasquier gehört – noch einen Schritt weiter als der bundesrätliche Entwurf und schlägt Ihnen vor, die Voraussetzung für Leistungen sollte nicht ein ununterbrochener Aufenthalt von zehn Jahren unmittelbar vor dem Bezug der Leistungen sein, sondern «insgesamt zehn Jahre innerhalb eines Zeitraums von fünfzehn Jahren». Die Mehrheit sprach sich nach einer knappen Ausmarchung zwischen Minderheit I und Minderheit II schliesslich für den bundesrätlichen Entwurf aus.
Sie sehen auf der Fahne, dass ich zwar auf der Seite der Minderheit II figuriere, aber im Namen der Kommission muss ich Sie bitten, der Mehrheit zu folgen und die Karenzfrist von fünfzehn auf zehn Jahre zu senken.

Jeanprêtre Francine (S, VD), rapporteure: Il s'agit ici de la réglementation de la condition supplémentaire requise à l'égard des diverses catégories d'étrangers, ce qu'on appelle le délai de carence.
Les personnes de nationalité étrangère ont droit aux prestations complémentaires, comme les ressortissants suisses. Cela implique qu'elles doivent satisfaire aux conditions économiques au sens de l'alinéa 1er. Si, dans la loi actuelle, le délai est de quinze ans, il a été ramené à dix ans, notamment dans l'optique d'une harmonisation partielle avec les délais de carence prévus en matière de rentes extraordinaires à l'égard des ressortissants d'Etats avec lesquels la Suisse a conclu une convention de sécurité sociale.
Bien des cas de rigueur, en même temps que l'harmonisation par rapport à la législation européenne, ont fait opter le Conseil fédéral pour le raccourcissement du délai de carence de quinze à dix ans. Le coût est modique, il est de 5 millions de francs. Cela plaide contre la proposition de la minorité II (Bortoluzzi) d'en revenir au système précédent.
Quant à la proposition de la minorité I, elle ne pose aucune condition pour la période qui précède immédiatement la situation donnant lieu au paiement de prestations complémentaires. Le principe de la territorialité du droit à la rente et aux prestations complémentaires implique de fixer au moins une exigence dans la période précédant immédiatement la survenance du risque, ceci afin aussi d'éviter des abus. En passant de quinze à dix ans, le Conseil fédéral s'est adapté à la réalité, tout en maintenant un obstacle important.
Une majorité de 15 voix contre 8, en commission, a souhaité soutenir le projet du Conseil fédéral.

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: Il s'agit ici d'une augmentation totale des coûts de 5 millions de francs, répartis entre les cantons et la Confédération. C'est à nouveau un point tout à fait mineur, mais important dans le sens qu'il s'agit d'harmoniser la situation des étrangers en Suisse avec la plupart des accords bilatéraux de sécurité sociale qui les concernent.
Si M. Bortoluzzi dit avec raison que les prestations complémentaires sont une institution territoriale et nationale, cela ne signifie pas que, dans notre pays, nous devons traiter de façon différente les ressortissants étrangers et les Suisses, car ceux-là ont participé à aussi ce système. Des différences restent. Le délai de carence n'est pas annulé, il est simplement ramené à dix ans. Il est clair que, notamment dans le cadre du rapprochement avec l'Union européenne, nous pourrions être peu à peu amenés, non pas à harmoniser les prestations de sécurité sociale, mais à les coordonner, et à supprimer les discriminations qui existent en Suisse envers les ressortissants étrangers. Nous pourrions, d'ici quelques années, en arriver à ce que les ressortissants de l'Union européenne et de l'Espace économique européen soient placés sur le même pied que les Suisses, c'est-à-dire sans délai de carence, alors que les autres ressortissants étrangers en resteraient aux dix ans que vous propose aujourd'hui le Conseil fédéral.
Mme Maury Pasquier a souligné avec raison que nous avons des cas de rigueur malgré tout trop nombreux à cause de la longueur du délai de carence. La volonté du Conseil fédéral est de diminuer leur nombre en raccourcissant le délai de carence.
Une chose est certaine: je ne peux pas apporter mon soutien à la proposition de la minorité I (Baumann Stephanie), parce qu'elle est trop floue et ouvre un droit trop peu précis. Il se pourrait qu'une personne ait vécu en Suisse, en soit partie et revienne au moment où elle aurait droit à des prestations complémentaires. Cette proposition n'est pas judicieuse, et les seuls progrès envisageables pour l'avenir sont peut-être une nouvelle réduction ultérieure de ce délai, ou sa suppression, dans le cadre de négociations internationales.
Il me paraît très important de rappeler ici que la pratique en vigueur admet que des séjours à l'étrangers allant jusqu'à trois mois par année n'interrompent pas le délai de carence et que des saisonniers, par exemple, au début de leur séjour en Suisse, peuvent faire compter ces années dans leur droit aux prestations complémentaires.
M. Bortoluzzi m'a posé une question, et je ne suis pas sûre de l'avoir tout à fait bien comprise, au sujet de l'harmonisation avec les règles en vigueur pour l'AVS. L'AVS est une assurance populaire, générale. En Suisse, on y a droit après un délai de carence d'une année seulement. De toute façon, toutes les règles dont nous parlons ici en termes de prestations complémentaires sont beaucoup plus sévères et restrictives que celles de l'AVS. Vous verrez que quelle que soit la solution que nous choisissions ici, elle n'est jamais incompatible avec l'AVS, elle est toujours moins automatique, par conséquent moins généreuse et moins générale que l'AVS. J'espère qu'une fois ce souci ôté, M. Bortoluzzi sera très heureux de suivre le projet du Conseil fédéral.

Präsident: Die CVP-Fraktion lässt mitteilen, dass sie die Mehrheit unterstützt.

Abstimmung – Vote

Eventuell – A titre préliminaire

Für den Antrag der Minderheit I	64 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit II	59 Stimmen

Definitiv – Définitivement

Für den Antrag der Mehrheit	77 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit I	52 Stimmen

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 12.55 Uhr
La séance est levée à 12 h 55

Proposition du Conseil fédéral
Classer les interventions parlementaires selon lettre aux Chambres fédérales

Angenommen – Adopté

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

96.094

Ergänzungsleistungen zu AHV und IV. Bundesgesetz. 3. Revision

Prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI. Loi fédérale. 3e révision

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 0N15 hiervor – Voir page 0000 ci-devant

Art. 2c Bst. d; Art. 2d; 3; 3a; 3b
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 2c let. d; art. 2d; 3; 3a; 3b
Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 3c
Antrag der Kommission
Abs. 1
Mehrheit
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
Minderheit
(Hafner Ursula, Baumann Stephanie, Dormann, Fasel, Goll, Gonseth, Gross Jost, Jeanprêtre, Maury Pasquier, Rechsteiner Paul, Suter)
....
a. .... jährlich insgesamt 2500 Franken bei Alleinstehenden und 3750 Franken bei ....

Abs. 2, 3
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 3c
Proposition de la commission
Al. 1
Majorité
Adhérer au projet du Conseil fédéral
Minorité
(Hafner Ursula, Baumann Stephanie, Dormann, Fasel, Goll, Gonseth, Gross Jost, Jeanprêtre, Maury Pasquier, Rechsteiner Paul, Suter)
....
a. .... montant de 2500 francs pour les personnes seules et de 3750 francs pour les couples ....

Al. 2, 3
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Hafner Ursula (S, SH), Sprecherin der Minderheit: Der Anteil der Rentnerinnen und Rentner, die auf eine Ergänzungsleistung angewiesen sind, ist vor allem bei der Invalidenversicherung gewachsen. 1995 lag er schon bei rund 25 Prozent. Dies hat natürlich auch mit der heutigen Wirtschaftslage zu tun. Die berufliche Eingliederung von Behinderten wird immer schwieriger. Behinderte bekommen die angespannte Lage auf dem Arbeitsmarkt besonders empfindlich zu spüren. Um sie zu motivieren, dass sie sich trotzdem intensiv um einen Arbeitsplatz bemühen, müssen sich ihre Anstrengungen auch lohnen.
Eine starke Kommissionsminderheit ist deshalb der Meinung, den Versicherten solle bei der Anrechnung ihres Erwerbseinkommens ein etwas höherer Freibetrag gewährt werden, als es der Bundesrat vorsieht. Der Bundesrat will den Status quo beibehalten, während wir den Freibetrag der Teuerung anpassen wollen. In unseren Augen lohnt es sich, dass Bund und Kantone zusammen rund 13 Millionen Franken pro Jahr zusätzlich dafür aufwenden.
Der Freibetrag beim Erwerbseinkommen ist seit 1971 nie mehr angepasst worden. Die anderen Beträge, z. B. der Freibetrag beim Vermögen, der anrechenbare Mietzinsabzug oder der Betrag für den allgemeinen Unterhalt, wurden hingegen mehr oder weniger der Teuerung angepasst. Es wäre vollkommen falsch, ausgerechnet den Freibetrag beim Erwerbseinkommen real tiefer anzusetzen als vor 26 Jahren. Der Anreiz, Arbeit zu suchen, sollte heute nicht kleiner sein als zu Zeiten, in denen die Arbeitssuche weniger hart war.
Ich bitte Sie deshalb, auch im Nahmen der Dachorganisation der privaten Invalidenhilfe, dem Minderheitsantrag zuzustimmen.

Gross Jost (S, TG): Ich möchte im Namen der SP-Fraktion den Antrag der Minderheit Hafner Ursula nachhaltig zur Annahme empfehlen. Ich möchte ergänzend zu dem, was Frau Hafner schon ausgeführt hat, folgendes sagen:
Entgegen dem, was Frau Heberlein heute morgen gesagt hat, geht es nicht um einen automatischen Teuerungsausgleich, sondern es geht darum, diese Freibeträge auf dem Erwerbseinkommen 26 Jahre nach der letzten Anpassung, d. h. im Jahre 1971, der Teuerung anzupassen. Es geht nicht darum, das dann einem Automatismus der Teuerung zu unterwerfen. Ich denke, dass das nicht mehr als ein Gebot der sozialen Gerechtigkeit ist. Es kann sich also hier nicht um einen Leistungsausbau handeln, sondern es geht ganz klar darum, diese Beträge der Teuerung anzupassen, weil sie jahrzehntelang nicht mehr angepasst wurden.
Ich denke, dass wir hier auch ein ganz wichtiges Zeichen setzen, Ergänzungsleistungsbezüger zur beruflichen Wiedereingliederung zu motivieren. Gerade im Bereiche der Teilinvalidität bestraft das heutige starre Rentensystem all jene, die eine zusätzliche Anstrengung zur teilzeitlichen Erwerbsarbeit machen. Das wirkt sich in der IV mehr oder weniger so aus, dass der Grundsatz «Wiedereingliederung vor Rente» faktisch auf den Kopf gestellt wird. Es ist in allen Sozialversicherungsbereichen eines der wichtigsten Ziele, verstärkte Anreize zur beruflichen Wiedereingliederung, zur Teilzeitarbeit, zu setzen. Das haben Sie alle, auch alle bürgerlichen Fraktionen, mitgetragen, z. B. im Rahmen der Arbeitslosenversicherung. Das ist gerade auch in der gegenwärtigen schwierigen wirtschaftlichen Lage, in der sich viele Behinderte befinden, besonders wichtig, wie Sie auch der Armutsstudie entnehmen können.
Wir sollten deshalb diese Menschen, die ohnehin schon handicapiert sind, nicht entmutigen, auf dem Arbeitsmarkt wieder aktiv zu werden. Und vergessen Sie nicht: Alle in der Dachorganisation der privaten Invalidenhilfe zusammengeschlossenen wichtigen Organisationen der Selbsthilfe, die unmittelbar an der Front stehen, die tagtäglich unmittelbar mit diesen Betroffenen zu tun haben, tragen diesen Vorschlag gemeinsam.
Ich bitte Sie, hier die Parteischranken zu vergessen und sich nachhaltig für diesen Antrag der Minderheit Hafner Ursula einzusetzen.

Schenk Simon (V, BE): Im Namen der SVP-Fraktion bitte ich Sie, bei Artikel 3c der Mehrheit und damit dem Bundesrat zuzustimmen.
Die Anliegen der Minderheit Hafner Ursula sind grundsätzlich gut – wie meistens bei Anliegen im Sozialwesen –, jedoch ist es nicht richtig, die Anliegen der IV-Bezüger im Rahmen der

Revision des ELG zu regeln. Viel eher müsste dies bei der Revision des Bundesgesetzes über die Invalidenversicherung in Betracht gezogen werden. Mit der Erhöhung der Freibeträge von 1000 Franken auf 2500 Franken für Alleinstehende sowie von 1500 Franken auf 3750 Franken für die übrigen Bezüger würde die Motivation der IV-Bezüger für die Erwerbstätigkeit sicher vergrössert. Gleichzeitig würde jedoch dadurch die Zahl der Bezugsberechtigten wesentlich ansteigen. Die Folge davon wären Mehrausgaben von etwa 13 Millionen Franken pro Jahr.
Die galoppierende Zunahme der Kosten im Sozialwesen ist zu einem wesentlichen Teil mitverantwortlich für die prekäre Finanzlage des Bundes. Deshalb muss die Erhaltung der bestehenden Sozialwerke vor jedem Weiterausbau erste Priorität haben. Die Lösung des Bundesrates, in Artikel 3c die geltende Regelung bestehenzulassen, ist absolut richtig. Bei allen guten Absichten der Antragsteller wäre es unverantwortlich, dieser Mehrausgabe zuzustimmen.
Im Namen der SVP-Fraktion bitte ich Sie, bei Artikel 3c der Mehrheit und damit dem Bundesrat zuzustimmen.

Präsidentin: Die FDP-Fraktion teilt mit, dass sie den Minderheitsantrag ablehnt.

Suter Marc (R, BE): Herr Schenk, ich möchte Sie fragen, ob Sie sich für die Eingliederung Behinderter ins Erwerbsleben einsetzen und ob Sie nicht erkennen, dass es höchst ungerecht ist, wenn Sie dem Betreffenden den Arbeitsverdienst, den er erzielt, wegnehmen, indem Sie ihm im Umfange dessen, was er verdient, die Ergänzungsleistung kürzen.

Schenk Simon (V, BE): Ich habe mich grundsätzlich mit dem Anliegen einverstanden erklärt. Aber für mich gehört das nicht in diese Revision, sondern in die Revision des Bundesgesetzes über die Invalidenversicherung.

Egerszegi Christine (R, AG), Berichterstatterin: Die Kommission hat es sich bei dieser Frage nicht leichtgemacht. Sowohl im bisherigen Gesetz als auch im vorliegenden Revisionsentwurf liegt dieser Freibetrag bei 1000 Franken für Alleinstehende und bei 1500 Franken für Ehepaare und Personen mit rentenberechtigten oder an der Rente beteiligten Kindern. In der Tat hat man hier keine Teuerung berücksichtigt.
Man hat den Argumenten zugestimmt, dass dies für einen Teil der Betroffenen, vor allem bei der IV, ein sinnvoller Anreiz sein könnte, um eigene Anstrengungen für die Eingliederung durch eine Tätigkeit zu intensivieren.
Auf der anderen Seite wollte man diese Vorlage so schlank wie möglich ausgestalten. Eine Erhöhung dieses Betrages hätte unweigerlich dazu geführt, dass der Kreis der Ergänzungsleistungsbezüger erweitert worden wäre, und zwar nicht nur durch Invalide, sondern auch durch Betagte. Sie haben gehört, dass das zu Mehraufwendungen von 13 Millionen Franken pro Jahr geführt hätte. Man war gewillt, dem Bundesrat zu folgen, der uns eine Vorlage vorgelegt hat, die wirklich nur das äusserst Notwendige enthält.
Ich bitte Sie also, der Kommissionsmehrheit zuzustimmen – die Kommission hat mit 12 zu 9 Stimmen beschlossen – und den Betrag unverändert zu lassen.

Jeanprêtre Francine (S, VD), rapporteure: Il s'agit, à cet article, des revenus déterminants qui donnent droit aux prestations complémentaires. Selon le droit en vigueur, les cantons doivent déduire du revenu annuel provenant de l'exercice d'une activité lucrative un montant de 500 francs pour les personnes seules et de 750 francs pour les couples. Les cantons sont autorisés à augmenter ce montant jusqu'à concurrence de 1000 francs pour les personnes seules et de 1500 francs pour les couples. Tous les cantons ont fait usage de cette possibilité. Les nouvelles valeurs correspondent aux valeurs déjà en vigueur aujourd'hui.
Ce que le Conseil fédéral prévoit n'est donc qu'un accommodement à la pratique des cantons. La proposition de minorité va plus loin dans une logique double, tout d'abord de ne pas décourager les personnes invalides à prendre un emploi rétribué, et d'autre part d'adapter les montants à l'évolution du coût de la vie. Selon les calculs de l'administration, la proposition de la minorité coûterait 13 millions de francs par an et toucherait 8 pour cent des bénéficiaires de prestations complémentaires. Pour l'essentiel, ce sont des invalides ou leur conjoint puisque l'on parle de l'exercice d'une activité lucrative. Le Conseil fédéral a renoncé à cette amélioration supplémentaire parce qu'il désirait une réforme rapide et la moins coûteuse possible.
C'est par 12 voix contre 9 que la majorité de la commission a refusé la proposition de la minorité, que je soutiendrai à titre personnel.

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: Au nom du Conseil fédéral, je dois vous inviter à vous rallier à la proposition de la majorité de la commission et donc à celle du Conseil fédéral. J'aimerais tout simplement souligner que si vous suivez, par exemple, la commission dans une autre de ses propositions, majoritaire celle-ci, nous augmenterions les frais dont nous avons parlé ce matin de 60 millions à 90 millions de francs. Nous nous étions fixé comme objectif de rester de toute façon en dessous de la ligne de feu des 100 millions de francs. Veillez à ne pas ajouter indûment de nouvelles propositions à ce paquet prévu pour répondre aux besoins les plus urgents.
J'ai une autre raison pour laquelle je dois vous faire cette prière: c'est bien sûr la difficile équité avec d'autres systèmes. Si l'on prend l'aide sociale, celle-ci déduit entièrement le revenu du travail. Nous, nous proposons au moins de laisser un petit pécule à l'invalide ou à son conjoint, voire au rentier AVS qui procède à une activité rémunérée. Mais si nous allons trop loin dans ce sens-là, nous creusons l'écart entre des situations finalement très proches les unes des autres, la personne à l'aide sociale, parce qu'elle est aussi une personne dans une situation de pauvreté et de difficulté existentielle, et la personne qui, parce qu'elle est rentière AVS ou AI, reçoit à ce moment-là une prestation sans tenir compte de l'intégralité du revenu du travail.
Voilà les deux raisons pour lesquelles je considère que cette idée, qui, par ailleurs, a des arguments de valeur à faire valoir, devrait être repoussée.

Abs. 1 – Al. 1

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	68 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	57 Stimmen

Abs. 2, 3 – Al. 2, 3
Angenommen – Adopté

Art. 3d
Antrag der Kommission
Abs. 1
....
b. .... zu Hause sowie in Tagesstrukturen;
bbis. (neu) Diät;
bter. (neu) Transporte zur nächstgelegenen Behandlungsstelle;
....
Abs. 2, 3
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
Abs. 4
.... bezeichnet die Kosten, die gemäss Artikel 3d Absatz 1 vergütet werden können. Er kann ....

Art. 3d
Proposition de la commission
Al. 1
....
b. .... à domicile ou dans d'autres structures ambulatoires;
bbis. (nouvelle) Frais liés à un régime alimentaire particulier;
bter. (nouvelle) Frais de transport vers le centre de soins le plus proche;
....

Al. 2, 3
Adhérer au projet du Conseil fédéral
Al. 4
.... les frais qui peuvent être remboursés selon l'article 3d alinéa 1er. Il peut ....

Egerszegi Christine (R, AG), Berichterstatterin: An dieser Stelle möchte ich Sie darauf aufmerksam machen, dass der Antrag der Kommission bei Artikel 3d Absatz 1 Buchstaben b, bbis und bter keine neuen Begehren enthält. Es ist keine Erweiterung des Angebotes; es ist einfach eine Klarstellung und ein Festhalten am Status quo.

Angenommen – Adopté

Art. 4, 5
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 6 Abs. 2, 4 (neu)
Antrag der Kommission
Abs. 2
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
Abs. 4 (neu)
Die kantonalen Steuerbehörden haben jeder Steuererklärung für natürliche Personen, die AHV- oder IV-Leistungen beziehen, ein vereinfachtes Berechnungsblatt für Ergänzungsleistungen beizulegen.

Art. 6 al. 2, 4 (nouveau)
Proposition de la commission
Al. 2
Adhérer au projet du Conseil fédéral
Al. 4 (nouveau)
Les autorités fiscales cantonales joignent à la déclaration d'impôt de toute personne physique bénéficiant de prestations de l'AVS ou de l'AI un formulaire simplifié destiné au calcul des prestations complémentaires.

Angenommen – Adopté

Art. 9a, 9b, 12a
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 12b (neu)
Antrag der Kommission
Mehrheit
Ablehnung des Antrages der Minderheit
Minderheit
(Rechsteiner Paul, Baumann Stephanie, Cavalli, Goll, Gross Jost, Hafner Ursula, Jeanprêtre, Maury Pasquier)
Auf den Leistungen der AHV und IV, welche gemäss Artikel 2 den Anspruch auf Ergänzungsleistungen begründen, dürfen keine direkten Steuern des Bundes und der Kantone erhoben werden.

Art. 12b (nouveau)
Proposition de la commission
Majorité
Rejeter la proposition de la minorité
Minorité
(Rechsteiner Paul, Baumann Stephanie, Cavalli, Goll, Gross Jost, Hafner Ursula, Jeanprêtre, Maury Pasquier)
Les prestations de l'AVS et de l'AI qui, conformément aux conditions énumérées à l'article 2, donnent droit à des prestations complémentaires ne sont pas soumises aux impôts fédéraux et cantonaux directs.

Rechsteiner Paul (S, SG), Sprecher der Minderheit: Bei Artikel 12b stelle ich Ihnen namens der Minderheit den Antrag, dass auf den Ergänzungsleistungen und den Renten der ersten Säule – AHV und IV –, die Ergänzungsleistungen auslösen, keine direkten Steuern des Bundes und der Kantone erhoben werden dürfen. Der Text auf der französischen Fahne ist falsch übersetzt: Es geht nicht nur um die direkten Steuern des Bundes – dort ist das Problem wegen der Steuerbefreiung für tiefere Einkommen weitgehend gelöst –, sondern vor allem um jene der Kantone. Namens der Minderheit möchte ich Ihnen beantragen, dass EL-Bezügerinnen und -Bezüger keine direkten Steuern bezahlen müssen.
Wir stellen Ihnen diesen Antrag im Wissen darum, dass er vermutlich – so ist zu befürchten – im ersten Umgang nicht durchgehen wird. Es geht aber darum, endlich einmal auf dieses Problem aufmerksam zu machen, in der Erwartung und Hoffnung, dass dieses Problem dann auch in der Verwaltung und in diesem Parlament als Problem anerkannt und gesehen und dann mindestens in einem zweiten oder dritten Umgang gelöst wird.
Worum geht es? Es ist allgemein anerkannt – oder sollte es sein –, dass das Existenzminimum steuerbefreit sein sollte, dass man auf dem Existenzminimum keine Steuern bezahlen sollte. Nun wird das Existenzminimum bei EL-Bezügerinnen und -Bezügern aufgrund der Gesetzgebung über die Ergänzungsleistungen über diese Gesetzgebung definiert. Diese Leistungen definieren das Existenzminimum bei der Kategorie der AHV-Rentnerinnen und -Rentner und der Kategorie der IV-Rentnerinnen und -Rentner. Es ist sowohl für den Bund als auch für die Kantone bundesgesetzlich vorgeschrieben – für den Bund über das Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer und für die Kantone über das Steuerharmonisierungsgesetz –, dass auf den Ergänzungsleistungen keine Steuern erhoben werden dürfen. Andererseits sind die Leistungen der ersten Säule, die IV-Leistungen und die AHV-Leistungen, nicht steuerbefreit. Das ist richtig so, denn wenn jemand ausser den Einkünften der ersten Säule noch weitere Einkünfte hat, beispielsweise Renten der zweiten Säule oder weitere Einkünfte, dann ist es richtig, wenn diese nach dem Grundsatz der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit besteuert werden.
Ungerecht wird die Situation aber bei EL-Bezügerinnen und -Bezügern dann, wenn deren Einkommen in erster Linie aus den Leistungen der ersten Säule besteht und die Ergänzungsleistung, die zusätzlich ausgerichtet wird, nur relativ bescheiden ist. Das führt je nach Kanton dazu, dass Steuern bezahlt werden müssen.
Wenn aber umgekehrt die Leistung der ersten Säule relativ bescheiden ist, beispielsweise weil nur eine Teilrente der AHV oder der IV ausgerichtet wird, z. B. wegen noch nicht genügend langer Wohnsitzdauer in der Schweiz, und dann die Ergänzungsleistung an der Sicherung des Existenzminimums anteilmässig höher ist, dann muss jemand keine Steuern bezahlen.
Die heutige Regelung führt auch zur etwas perversen Folge, dass Personen, die zufolge der 10. AHV-Revision eine bessere AHV-Rente bekommen, aufgrund der Aufwertung insbesondere der Renteneinkommen der Frauen, im Ergebnis weniger Leistungen des Staates beanspruchen können als zuvor, nämlich deshalb, weil die Leistungen der ersten Säule, die etwas höher geworden sind, im Ergebnis höhere Steuerleistungen bzw. überhaupt eine Steuerpflicht auslösen. Die Verbesserung der AHV- oder der IV-Rente, bedingt durch die 10. AHV-Revision, bedeutet also unter dem Strich eine Verschlechterung, weil Steuern bezahlt werden müssen.
Artikel 4 der Bundesverfassung hat ja auch im Steuerrecht eine grosse Bedeutung: Die Rechtsgleichheit verlangt, dass alle Kategorien von EL-Bezügerinnen und -Bezügern steuerlich gleichgestellt werden, ob sie nun eine höhere oder eine tiefere AHV- oder IV-Rente beziehen. Die rechtliche Gleichstellung unter EL-Bezügerinnen und -Bezügern verlangt nach einer Regelung, die die AHV- und IV-Leistungen von

der Besteuerung ausnimmt, soweit sie die Voraussetzungen für den Bezug von Ergänzungsleistungen erfüllen. Nur das kann hier Gerechtigkeit herstellen, nur das kann zu einer rechtsgleichen Behandlung dieser beiden Kategorien von EL-Bezügerinnen und -Bezügern führen. Deshalb kommen sowohl der Bericht über «Armut in der Schweiz» als auch der Altersbericht zum Schluss, dass im Steuerrecht eine Korrektur vorzunehmen ist, dass diese Regelung entsprechend anzupassen ist, wie das die Minderheit hier beantragt.
Herr Hochreutener hat aufgrund der Kommissionsberatung noch eingewendet, dass der Antrag, den wir Ihnen hier unterbreiten, den Grundsätzen der Kompetenzverteilung in bezug auf die kantonalen Steuern widerspreche. Es trifft aber nicht zu, dass diese Kompetenzverteilung beeinträchtigt ist, denn wenn das zuträfe, wäre das ganze Steuerharmonisierungsgesetz nicht zulässig. Was hier beantragt wird, ist eine Regelung, die viel weniger in die kantonale Hoheit eingreift als viele andere Regelungen im Steuerharmonisierungsgesetz – beispielsweise jene Regelung, die Ergänzungsleistungen überhaupt von den direkten Steuern des Kantons ausnimmt. Das Problem liegt materiell letztlich darin, dass insbesondere die Steuergesetzregelungen verschiedener Kantone mit der Besteuerung so tief unten beginnen, dass das Existenzminimum beeinträchtigt ist. Das ist von Bundesverfassung wegen zu korrigieren – wegen der Bedeutung des Existenzminimums, die auch durch den Fiskus zu beachten ist, und natürlich auch deshalb, weil es nicht im Sinne der Ergänzungsleistung liegt, die von Bundesrechts wegen festgeschrieben wird, dass sie durch Abgaben des Staates ihrerseits wieder beeinträchtigt wird. Was der Staat mit der einen Hand via Ergänzungsleistung gibt, soll er nicht wieder mit der anderen Hand via Steuerleistung wegnehmen.
In diesem Sinne ersuche ich Sie, gemäss den Forderungen der Armutsberichte, auch der Altersberichte, der steuerlichen Gleichstellung aller Bezügerinnen und Bezüger von Ergänzungsleistungen zuzustimmen und damit diesem Postulat nachzukommen. Ich hoffe, dass das bereits heute der Fall ist. Wenn es heute nicht der Fall ist, muss diese Korrektur später vorgenommen werden.

Goll Christine (S, ZH): Namens der SP-Fraktion möchte ich Ihnen beantragen, den Minderheitsantrag Rechsteiner Paul zu unterstützen.
Ausgangslage dieser Revision war folgende: Die 3. ELG-Revision wurde uns bereits in der letzten Legislatur als «schlanke Revision» angekündigt. Der Bundesrat hat sie dann als Minirevision bezeichnet. Wenn wir sie im Detail anschauen, müssen wir eigentlich von einer Revision sprechen, in der ein absoluter Minimalismus zum Ausdruck kommt.
Die Ergänzungsleistungen sind zwar nicht das einzige, aber immerhin eines unter anderen Mitteln im Kampf gegen die Armut in der Schweiz. Im Falle dieser minimalistischen Revision müssen wir uns den Vorwurf gefallen lassen, dass der Bund geizt, wenn es um die Bekämpfung der Armut geht.
Wer Antrag auf Ergänzungsleistungen stellt, muss seine materiellen und persönlichen Verhältnisse minutiös auf den Tisch legen, was für viele Betroffene oft ein demütigender Akt ist. Schon das alleine schreckt viele Anspruchsberechtigte davon ab, ihre Rechte überhaupt einzufordern.
In den letzten Tagen haben wir das oft strapazierte Wort Solidarität gehört. Dieser Begriff Solidarität wird meiner Meinung nach von denjenigen pervertiert, die nach Kostenneutralität rufen, von denjenigen, die in realitätsfremder Manier die Karenzfrist für Ausländer und Ausländerinnen noch heraufsetzen wollen – obwohl der Entwurf des Bundesrates selbst schon restriktiv genug ist –, von denjenigen, die kleinkrämerisch, wie wir das beim Minderheitsantrag Hafner Ursula erlebt haben, um den Freibetrag beim anrechenbaren Einkommen feilschen.
Der Gedanke der Solidarität mit sozial Benachteiligten wird auch überstrapaziert, wenn vor lauter Minimalismus der Bedarf angezweifelt wird. Denn um Bedarfsleistungen handelt es sich bei den Ergänzungsleistungen. Bezügerinnen und Bezüger von Ergänzungsleistungen müssen ihren Bedarf nachweisen.
Vielleicht sollten wir uns zur Abwechslung einmal eine Beweislastumkehr überlegen: Wir als Gesetzgeber und Gesetzgeberinnen müssten uns dann überlegen, ob wir nicht zu beweisen haben, dass wir alles daransetzen, damit niemand mehr durch die Maschen des sozialen Netzes fällt. In der Logik dieses Denkens aus einer anderen Perspektive, nämlich aus der Perspektive der Betroffenen, bewegt sich der Antrag der Minderheit Rechsteiner Paul.
Der Armutsbericht wurde bereits mehrmals erwähnt. Die darin vorgeschlagenen Massnahmen zur Bekämpfung der Armut sind dürftig genug. Sie sind vorsichtig formuliert, und sie sind vor allem ohne Visionen formuliert. Aber in einem Punkt sind sich die Autoren und Autorinnen der schweizerischen Armutsstudie einig, nämlich im Punkt der Steuerbefreiung für die wirtschaftlich Schwächsten. Ergänzungsleistungen beziehen Menschen, deren Einkommen aus AHV- und IV-Leistungen und Vermögen zum Leben nicht reicht.
In der Kommission wurde in bezug auf unseren Minderheitsantrag die Rechtsgleichheit in Frage gestellt, und zwar wurde vor allem Artikel 4 der Bundesverfassung dazu zitiert. Mit dem Minderheitsantrag auf Steuerbefreiung von EL-Bezügern und -Bezügerinnen geht es letztlich auch um die Sicherung des Existenzminimums. Ergänzungsleistungen zu gewährleisten heisst auch, die Sicherung des Existenzminimums zu gewährleisten. Und hier haben wir es mit einem offensichtlichen Widerspruch zu tun, wenn der Staat durch Steuern dieses Recht auf ein Existenzminimum gleich wieder in Frage stellt.
In der Kommission wurde beispielsweise auch darauf hingewiesen, dass wir für die verschiedenen Armutsgruppen Rechtsgleichheit schaffen sollten. Natürlich gibt es auch andere von Armut betroffene Bevölkerungsgruppen, die keine Ergänzungsleistungen beziehen können, die auch zu den wirtschaftlich Schwächsten gehören und nicht steuerbefreit sind. Aber wir könnten wenigstens in diesem Bereich, wenigstens bei den EL-Bezügern und -Bezügerinnen, beginnen. Das wäre ein erster Schritt. Bei den EL-Bezügerinnen und -Bezügern ist buchstäblich nichts mehr zu holen.
In diesem Sinne möchte ich Sie auffordern, den Antrag auf Steuerbefreiung der Bezügerinnen und Bezüger von Ergänzungsleistungen zu unterstützen.

Bortoluzzi Toni (V, ZH): Ich möchte Sie bitten, diesen Antrag abzulehnen. Ich brauche das nicht so lange zu begründen wie die Sprecher der Minderheit.
Das Problem liegt hier darin, dass Sie Rentenleistungen von der Steuer befreien wollen, also eine einzelne Kategorie von der Steuerpflicht ausnehmen. Wenn Sie beispielsweise durch Arbeit gleich hohes Einkommen erzielen, dann haben Sie dies zu versteuern. Sie sehen bereits darin: Sie produzieren eine Rechtsungleichheit, und eine solche ist meines Erachtens abzulehnen.
Ich bitte Sie, den Antrag der Minderheit abzulehnen.

Egerszegi Christine (R, AG), Berichterstatterin: Ich bitte Sie im Namen der Mehrheit der Kommission, die jetzige Regelung beizubehalten. Wir haben die prinzipielle Steuerpflicht für AHV- und IV-Leistungen, und wir haben die Steuerfreiheit für Ergänzungsleistungen. Dieses System hat sich so bewährt.
Der Antrag der Minderheit Rechsteiner Paul würde eine neue Rechtsungleichheit schaffen: Wenn zum Beispiel ein AHV-Bezüger monatlich 1500 Franken erhält, muss er den ganzen Betrag versteuern. Wenn ein AHV-Bezüger mit den Ergänzungsleistungen soviel beziehen würde, müsste er nach diesem Antrag nur einen Teil versteuern. Dann hätten wir eine Rechtsungleichheit zu einer anderen Rechtsungleichheit.
Der Antrag ist auch deshalb abzulehnen, weil er tatsächlich einen Eingriff in die Steuerhoheit der Kantone darstellt, Herr Rechsteiner. Es geht hier nicht darum, ob der Eingriff klein oder kleiner ist. Es ist ein Eingriff in die Hoheit der Kantone. Das kann so auf diesem Weg nicht toleriert werden. Die Rentenbezüger sind grösstenteils ja schon von der Bundessteuer befreit. Deshalb ist das Kantonssache.

Verschiedene Male ist die Armutsstudie zitiert worden, wo von Professor Leu ausdrücklich festgehalten wird, dass Betagte und Invalide nicht spezifisch in diese Kategorie der Armen gehören. Wenn er Leute steuerlich befreien will, dann meint er vor allem Leute – zu einem grossen Teil Alleinerziehende – im erwerbsfähigen Alter.
Die Mehrheit der Kommission bittet Sie, den Antrag der Minderheit Rechsteiner Paul abzulehnen. Man will hier keinen «Schnellschuss» lancieren. Man kennt die finanziellen Auswirkungen nicht. Man hat auch die Meinungen der Kantone nicht eingeholt.
Ich bitte Sie deshalb, dem Antrag der Mehrheit der Kommission zuzustimmen.

Jeanprêtre Francine (S, VD), rapporteure: La proposition de la minorité Rechsteiner Paul a le mérite de poser clairement le problème de la fiscalisation des revenus de rentiers bénéficiaires de prestations complémentaires.
En effet, il apparaît choquant, dans l'opinion publique, que l'Etat reprenne d'une main ce qu'il donne de l'autre. Il est vrai aussi que même le fait que les rentes soient soumises à l'impôt paraît, aux yeux de quelques-uns, difficile à accepter. Cependant, dans la logique fiscale, ce revenu s'ajoutant aux autres, il est logique de taxer l'ensemble.
Actuellement, les prestations complémentaires sont libres d'impôts alors que les rentes AVS ou AI ne le sont pas. Ces dernières années cependant, il est apparu quelques problèmes par le fait que les législations cantonales pratiquent des tarifications fort différentes. Et il n'est pas rare de voir des personnes, qui ont de bons niveaux de rentes et de faibles prestations complémentaires, payer des impôts alors que celles qui ont de petites rentes et de fortes prestations complémentaires n'en paient pas. Il en va de même des personnes qui ne touchent que des rentes partielles, soit parce qu'elles n'ont pas suffisamment longtemps cotisé, soit parce qu'elles n'ont pas eu leur domicile en Suisse assez longtemps. En outre, parce que les rentes sont soumises à impôts et que les prestations complémentaires ne le sont pas, toutes les personnes qui ont vu leur situation améliorée par la revalorisation du niveau de leurs rentes par la 10e révision de l'AVS passent davantage à la caisse, si vous me passez l'expression.
Il s'agirait donc, selon l'approche de la proposition de minorité, de clarifier la situation et de ne plus soumettre à impôts, fédéral et cantonal – il s'agit de corriger le texte dans la version française –, les rentes AVS donnant droit aux prestations complémentaires.
Au nom de l'égalité de traitement, il a été évoqué en commission que chacun devait être astreint à remplir une déclaration d'impôt, voire même que chacun souhaitait payer, ne serait-ce qu'une modeste contribution fiscale, pour faciliter le contrôle.
D'autre part, l'inégalité serait tout aussi choquante par rapport aux contribuables qui obtiennent des revenus identiques par d'autres moyens, de modestes salariés par exemple. Du fait qu'en pratique les rentiers AVS/AI bénéficiant de prestations complémentaires paient de très petits montants de par leur faible capacité contributive, le problème semble être un faux problème.
Pour conclure, il a paru à la majorité de la commission que la proposition de minorité ne pouvait être acceptée du fait que, pour la fiscalité fédérale, il n'y a pas besoin d'agir car les cas assujettis à l'impôt fédéral direct sont très peu nombreux. Quant à la fiscalité cantonale, ce serait un crime de lèse-majesté que la Confédération s'immisce dans les lois et règlements fiscaux des cantons.
Par conséquent, la commission vous propose, par 12 voix contre 8 et avec 2 abstentions, de refuser la proposition de minorité.

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: Permettez-moi d'ajouter encore l'argument du respect de la constitution à la recommandation que je vous fais au nom du Conseil fédéral de ne pas suivre la proposition de la minorité.
En effet, l'article 42quinquies de la constitution qui fixe les principes de l'harmonisation des lois cantonales en matière de fiscalité nous oblige à consulter les cantons et à les faire participer à l'élaboration de la loi fédérale. Ici, il ne s'agit bien sûr pas de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct, ni de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes, mais l'effet est le même.
En tant que représentante du Conseil fédéral, je dois vous prier de ne pas prendre une décision qui influence à ce point là l'autonomie fiscale des cantons, sans que ceux-ci aient eu l'occasion de se prononcer.

Namentliche Abstimmung
Vote nominatif
(Ref.: 0489)

Für den Antrag der Mehrheit stimmen:
Votent pour la proposition de la majorité:
Aregger, Baumann Alexander, Baumberger, Bezzola, Blocher, Bortoluzzi, Bosshard, Brunner Toni, Bührer, Columberg, Comby, David, Dettling, Diener, Dormann, Dreher, Dünki, Durrer, Eberhard, Egerszegi, Engelberger, Epiney, Eymann, Fehr Lisbeth, Filliez, Fischer-Hägglingen, Fischer-Seengen, Föhn, Freund, Frey Claude, Friderici, Gadient, Grendelmeier, Gros Jean-Michel, Hasler Ernst, Heberlein, Hess Otto, Hess Peter, Hochreutener, Keller, Kofmel, Kühne, Kunz, Lachat, Lauper, Loeb, Maspoli, Moser, Müller Erich, Oehrli, Ostermann, Raggenbass, Randegger, Ruckstuhl, Rychen, Sandoz Suzette, Schenk, Scheurer, Schlüer, Schmid Samuel, Schmied Walter, Stamm Luzi, Steffen, Steinemann, Steiner, Stucky, Suter, Theiler, Tschuppert, Vetterli, Weigelt, Weyeneth, Widrig, Wiederkehr, Wyss, Zapfl, Zwygart (77)

Für den Antrag der Minderheit stimmen:
Votent pour la proposition de la minorité:
Aeppli, Aguet, Alder, Baumann Ruedi, Baumann Stephanie, Bäumlin, Berberat, Blaser, Borel, Bühlmann, Carobbio, Cavalli, Chiffelle, de Dardel, Fankhauser, Fasel, Fässler, Goll, Gross Andreas, Gross Jost, Gysin Remo, Hafner Ursula, Hämmerle, Herczog, Hollenstein, Hubacher, Hubmann, Jans, Jaquet, Jeanprêtre, Jutzet, Ledergerber, Leemann, Marti Werner, Maury Pasquier, Meier Hans, Müller-Hemmi, Rechsteiner Paul, Rennwald, Roth, Ruffy, Schmid Odilo, Semadeni, Strahm, Stump, Teuscher, Thanei, Vollmer, von Felten, Weber Agnes, Zbinden (51)

Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent:
Pini, Thür (2)

Entschuldigt/abwesend sind – Sont excusés/absents:
Banga, Bangerter, Béguelin, Binder, Bircher, Bodenmann, Bonny, Borer, Caccia, Cavadini Adriano, Christen, Couchepin, Deiss, Ducrot, Dupraz, Eggly, Ehrler, Engler, Fehr Hans, Frey Walter, Fritschi, Giezendanner, Gonseth, Grobet, Grossenbacher, Guisan, Günter, Gusset, Gysin Hans Rudolf, Haering Binder, Hegetschweiler, Imhof, Langenberger, Leu, Leuba, Leuenberger, Loretan Otto, Lötscher, Maitre, Maurer, Meier Samuel, Meyer Theo, Mühlemann, Nabholz, Nebiker, Pelli, Philipona, Pidoux, Ratti, Rechsteiner Rudolf, Ruf, Sandoz Marcel, Scherrer Jürg, Scherrer Werner, Seiler Hanspeter, Simon, Speck, Spielmann, Steinegger, Straumann, Tschäppät, Tschopp, Vallender, Vermot, Vogel, von Allmen, Widmer, Wittenwiler, Ziegler (69)

Präsidentin, stimmt nicht – Présidente, ne vote pas:
Stamm Judith (1)

Art. 13 Abs. 3; Ziff. II; Ziff. III Ziff. 1
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 13 al. 3; ch. II; ch. III ch. 1
Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ziff. III Ziff. 2 (neu)
Antrag der Kommission
Einleitung
Das Bundesgesetz vom 14. Dezember 1990 über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden (StHG) wird wie folgt geändert:
Art. 39a Titel (neu)
Mitwirkungspflicht gegenüber den kantonalen Durchführungsstellen für die Ergänzungsleistungen
Art. 39a Wortlaut (neu)
Die kantonalen Steuerbehörden haben jeder Steuererklärung für natürliche Personen, die AHV- oder IV-Leistungen beziehen, ein vereinfachtes Berechnungsblatt für Ergänzungsleistungen beizulegen. Das Berechnungsblatt wird in Zusammenarbeit mit den kantonalen Steuerbehörden erstellt.

Ch. III ch. 2 (nouveau)
Proposition de la commission
Introduction
La loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) est modifiée comme il suit:
Art. 39a titre (nouveau)
Collaboration avec les organes cantonaux d'exécution en matière de prestations complémentaires
Art. 39a texte (nouveau)
Les autorités fiscales cantonales joignent à la déclaration d'impôt de toute personne physique bénéficiant de prestations de l'AVS ou de l'AI un formulaire simplifié destiné au calcul des prestations complémentaires. La feuille de calcul simplifiée est établie en collaboration avec les autorités fiscales cantonales.

Egerszegi Christine (R, AG), Berichterstatterin: Darf ich Sie darauf hinweisen, dass wir im Bundesgesetz über die Ergänzungsleistungen mit Artikel 6 Absatz 4 die Auflage stipuliert haben, wonach die kantonalen Steuerbehörden jeder Steuererklärung für natürliche Personen, die AHV- oder IV-Leistungen beziehen, ein vereinfachtes Berechnungsblatt für Ergänzungsleistungen beizulegen haben?
Hier befindet sich im vorliegenden Text von Artikel 39a (neu) ein Fehler. Selbstverständlich muss die Formulierung so lauten, dass sie alle natürlichen Personen betrifft, die AHV- und IV-Leistungen beziehen. Diese Formsache muss noch nachgeholt werden.

Jeanprêtre Francine (S, VD), rapporteure: Juste une remarque. Du moment que vous avez adopté dans un vote précédent l'article 6 qui a trait à l'information donnée par les cantons, il s'agit à cet article 39a (nouveau) de reprendre le même texte que celui de l'article 6 alinéa 4.

Angenommen – Adopté

Ziff. IV
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. IV
Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Namentliche Gesamtabstimmung
Vote sur l'ensemble, nominatif
(Ref.: 0486)

Für Annahme des Entwurfes stimmen – Acceptent le projet:
Aeppli, Aguet, Alder, Aregger, Baumann Alexander, Baumann Ruedi, Baumann Stephanie, Baumberger, Bäumlin, Berberat, Blaser, Borel, Bosshard, Brunner Toni, Bühlmann, Bührer, Carobbio, Cavadini Adriano, Columberg, Comby, de Dardel, Dettling, Diener, Dormann, Dünki, Eberhard, Egerszegi, Engelberger, Epiney, Eymann, Fankhauser, Fasel, Fässler, Fehr Lisbeth, Filliez, Fischer-Hägglingen, Fischer-Seengen, Föhn, Freund, Frey Claude, Friderici, Goll, Grendelmeier, Gros Jean-Michel, Gross Jost, Gysin Remo, Hafner Ursula, Hämmerle, Heberlein, Herczog, Hess Otto, Hochreutener, Hollenstein, Hubacher, Hubmann, Jaquet, Jeanprêtre, Jutzet, Keller, Kofmel, Kühne, Kunz, Lauper, Ledergerber, Leemann, Loeb, Marti Werner, Maspoli, Maury Pasquier, Meier Hans, Moser, Müller Erich, Müller-Hemmi, Nabholz, Oehrli, Ostermann, Raggenbass, Randegger, Rechsteiner Paul, Rennwald, Roth, Ruckstuhl, Ruffy, Rychen, Sandoz Marcel, Sandoz Suzette, Schenk, Scheurer, Schmid Odilo, Schmid Samuel, Schmied Walter, Semadeni, Stamm Luzi, Steffen, Steinemann, Steiner, Stucky, Stump, Teuscher, Thanei, Thür, Vallender, Vetterli, Vollmer, von Felten, Weigelt, Weyeneth, Widrig, Wyss, Zapfl, Zbinden, Zwygart (112)

Dagegen stimmen – Rejettent le projet:
Bortoluzzi, Hasler Ernst, Theiler (3)

Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent:
Cavalli, Chiffelle, Dreher, Jans, Pini, Weber Agnes (6)

Entschuldigt/abwesend sind – Sont excusés/absents:
Banga, Bangerter, Béguelin, Bezzola, Binder, Bircher, Blocher, Bodenmann, Bonny, Borer, Caccia, Christen, Couchepin, David, Deiss, Ducrot, Dupraz, Durrer, Eggly, Ehrler, Engler, Fehr Hans, Frey Walter, Fritschi, Gadient, Giezendanner, Gonseth, Grobet, Gross Andreas, Grossenbacher, Guisan, Günter, Gusset, Gysin Hans Rudolf, Haering Binder, Hegetschweiler, Hess Peter, Imhof, Lachat, Langenberger, Leu, Leuba, Leuenberger, Loretan Otto, Lötscher, Maitre, Maurer, Meier Samuel, Meyer Theo, Mühlemann, Nebiker, Pelli, Philipona, Pidoux, Ratti, Rechsteiner Rudolf, Ruf, Scherrer Jürg, Scherrer Werner, Schlüer, Seiler Hanspeter, Simon, Speck, Spielmann, Steinegger, Strahm, Straumann, Suter, Tschäppät, Tschopp, Tschuppert, Vermot, Vogel, von Allmen, Widmer, Wiederkehr, Wittenwiler, Ziegler (78)

Präsidentin, stimmt nicht – Présidente, ne vote pas:
Stamm Judith (1)

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates
Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse gemäss Brief an die eidgenössischen Räte
Proposition du Conseil fédéral
Classer les interventions parlementaires selon lettre aux Chambres fédérales

Angenommen – Adopté

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

rat eine Brücke schlagen sollten. Ob er den Ball aufnimmt, weiss ich nicht, aber die Chance besteht durchaus. Andernfalls, wenn wir festhalten, riskieren wir, dass das Geschäft nicht mehr in dieser Session verabschiedet werden kann. Dies würde unter anderem auch bedeuten, dass die Entlastung des Bundeshaushaltes durch das Verursacherprinzip hinausgezögert würde.
Ich möchte Sie daher einladen, meinem Antrag zuzustimmen.

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: J'insiste sur le fait que le temps passe et nous oblige à tout faire pour qu'une solution puisse être trouvée pendant cette session.
Un des buts de la modification que nous vous soumettons était de permettre aux cantons de savoir dans quelle mesure ils devaient engager ou non, jusqu'au 1er novembre 1997, des travaux leur donnant droit à des subventions. Un des buts de la loi est d'éviter que ce délai n'oblige les cantons à entreprendre des investissements qui seraient hâtifs ou qui, se heurtant à des nécessités de débat devant le Parlement ou devant le peuple, ne leur permettraient pas de faire usage d'une prolongation du délai pour la réalisation des installations. C'est l'idée que nous devons garder en tête.
Pour les cantons, cette discussion qui se prolonge est un facteur d'insécurité qui, à mon avis, est tout aussi grave, pour l'ensemble des cantons touchés, que cette question du taux de subvention des investissements par la Confédération. C'est moins le facteur d'économie pour la Confédération que, pour les cantons, la nécessité de créer de nouveau un système prévisible, clair et qui leur permette de prendre des décisions.
La date couperet est le 1er novembre 1997. De toute façon, les cantons, s'attendant à une décision positive du Parlement sur ce plan, seraient très ennuyés si la décision ne pouvait pas tomber pendant cette session et la loi entrer en vigueur à temps.
Donc, je fais ce rappel ici, quelle que soit la décision que prendra le Conseil national. Faisons tout pour que la discussion s'achève positivement au cours de cette session.
En ce qui concerne le choix devant lequel nous sommes placés, relatif au taux de subvention pour les installations de dénitrification, tout a été dit. Vous avez le choix entre 35, 50 et 70 pour cent. Les deux points de vue sont tout à fait légitimes. Vous comprendrez, après les discussions longues et difficiles que nous avons eues hier sur les prévisions du budget de la Confédération et du plan financier, que je doive réitérer ici ce que prévoit le Conseil fédéral: 35 pour cent. C'est le taux de subventionnement que le Conseil fédéral vous recommande, et cela essentiellement pour des raisons d'équilibre financier.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	22 Stimmen
Für den Antrag Inderkum	15 Stimmen

An den Nationalrat – Au Conseil national

96.094

Ergänzungsleistungen zu AHV und IV. Bundesgesetz. 3. Revision

Prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI. Loi fédérale. 3e révision

Botschaft und Gesetzentwurf vom 20. November 1996
(BBl 1997 I 1197)
Message et projet de loi du 20 novembre 1996
(FF 1997 I 1137)

Beschluss des Nationalrates vom 20. März 1997
Décision du Conseil national du 20 mars 1997

Antrag der Kommission
Eintreten
Proposition de la commission
Entrer en matière

Schiesser Fritz (R, GL), Berichterstatter: Mit Botschaft vom 20. November 1996 hat uns der Bundesrat die Vorlage zur 3. Revision des Bundesgesetzes über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung (ELG) unterbreitet. Der Nationalrat hat diese Vorlage als Erstrat am 20. März dieses Jahres behandelt. Heute steht sie zur Behandlung in unserem Rat an.
Ich erwähne diese Daten aus zwei Gründen: Zum einen sollen sie zeigen, dass das Parlament durchaus in der Lage ist, Vorlagen speditiv zu behandeln. Zum anderen soll diese Gesetzesrevision nach Möglichkeit auf den 1. Januar 1998 in Kraft treten. Um dieses Ziel zu erreichen, müssen wir – immer unter dem Vorbehalt, dass kein Referendum ergriffen wird – spätestens in der Herbstsession die Schlussabstimmung über dieses Geschäft durchführen.
In einer Zeit, in der die Sozialversicherungen praktisch allesamt mit zum Teil unerträglich hohen Defiziten konfrontiert sind, ist es nicht selbstverständlich, dass Vorlagen, die zu Mehrausgaben führen, vom Parlament so speditiv behandelt werden. Dass hierfür besondere Gründe vorliegen, werde ich im folgenden darlegen.
Vorerst möchte ich aber eines unmissverständlich festhalten: Die 3. Revision des ELG muss für lange Zeit die letzte Vorlage im Bereich der Sozialversicherungen sein, die zu einem Leistungsausbau und damit zu Mehrausgaben führt. Ich werde auf das aktuelle Umfeld, in dem diese Vorlage anzusiedeln ist, noch zurückkommen.
An dieser Stelle empfiehlt es sich, den Charakter der Ergänzungsleistungen (EL) in Erinnerung zu rufen: EL sind Sozialleistungen der Kantone. Nach Artikel 11 Absatz 1 der Übergangsbestimmungen der Bundesverfassung richtet der Bund den Kantonen Beiträge an die Finanzierung von EL aus, und zwar so lange, als die Leistungen der eidgenössischen Versicherung den Existenzbedarf im Sinne von Artikel 34quater Absatz 2 Buchstaben b und c der Bundesverfassung nicht decken. Damit sind die Leistungen der obligatorischen Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung gemeint. Diese sollen nach den entsprechenden Verfassungsbestimmungen den Existenzbedarf angemessen decken.
Wir alle wissen, dass dies heute nicht der Fall ist und angesichts der heutigen Perspektiven auch kaum je der Fall sein wird. Der Bundesrat kündigt in seiner Botschaft denn auch eine weitere Vorlage über eine definitive Verfassungsgrundlage für die EL an. Die Einsicht in die Tatsache, dass die EL längst zu einer unverzichtbaren Dauereinrichtung geworden sind, ist ein wesentlicher Grund dafür, dass die Kommission der Vorlage trotz Mehrausgaben auch in einer Zeit grösster finanzieller Probleme in den verschiedenen Sozialversicherungszweigen zustimmt.
Das Instrument der EL, das in der Praxis längst den Charakter einer dauernden Einrichtung erhalten hat, auch wenn

diese Realität, wie bereits erwähnt, verfassungsmässig noch nicht umgesetzt ist, konzentriert den Mitteleinsatz auf jene Leistungsbezüger, die der Unterstützung am meisten bedürfen. Die Mittel werden hier gezielt und nicht nach dem berühmten Giesskannenprinzip eingesetzt. Dabei ist allerdings darauf hinzuweisen, dass mit der heutigen Vorlage lediglich das EL-System für Nichtheimbewohner optimiert werden soll.
Einige Zahlen: 1995 gab es in unserem Land 162 000 EL-Bezüger, wobei der Anteil der EL-Bezüger mit Invalidenrenten stetig ansteigt, während jener der AHV-Bezüger sinkt. 1995 wurden bei der EL 2 Milliarden 158 Millionen Franken ausgerichtet.
Davon hat der Bund 483 Millionen Franken zu tragen, die Kantone übernehmen 1,676 Milliarden Franken, also mehr als das Dreifache des Bundes.
Das Wachstum bei den Ausgaben der EL seit 1980 liegt im Durchschnitt bei 9 Prozent pro Jahr. Dass eine Revision der EL im Bereich der Nichtheimbewohner richtig ist, zeigen folgende Zahlen: 1994 waren über 34 Prozent aller EL-Bezüger in Heimen untergebracht, also etwas mehr als ein Drittel. Diese Zahl ist in der Vergangenheit stark angestiegen. Dieses eine Drittel EL-Bezüger beansprucht aber zwei Drittel der Ausgaben in der EL. Diese Zahlen belegen, dass die Stellung von EL-Bezügern, die nicht in Heimen wohnen, gestärkt werden soll, damit ein Heimeintritt – nicht nur, aber auch aus finanziellen Gründen – möglichst lange unterbleibt. Diese Erkenntnis ist ein wesentlicher Grund für Ihre Kommission, auf die Vorlage einzutreten.
Was beinhaltet nun diese Vorlage? Im Mittelpunkt steht der Übergang von der Netto- zur Bruttomiete bei den Mietzinsausgaben: das ergibt eine Mehrbelastung von rund 50 Millionen Franken pro Jahr. Das heutige System mit Pauschalen für die Nebenkosten vermag nicht mehr zu befriedigen, weil die diesbezüglichen Pauschalabzüge – 800 Franken bei Alleinstehenden, 1200 Franken bei den übrigen EL-Berechtigten – den tatsächlichen Nebenkosten nicht mehr entsprechen. Mit dem Übergang zu einem Abzug in der Höhe des Bruttomietzinses wird dieses Problem behoben.
Ein weiterer Punkt betrifft die Neuregelung der Krankheitskosten. Aufgrund des neuen Krankenversicherungsgesetzes drängen sich bei den EL lediglich noch eine Übernahme der Selbstbehalte, der Zahnarztkosten sowie der durch die Krankenversicherung nicht gedeckten Spitex-Kosten und der Hilfskosten auf. Um eine Unzulänglichkeit im Rahmen der sogenannten verfügbaren Quote zu beseitigen, beziehungsweise um zu verhindern, dass Leute nur deshalb in ein Heim eintreten, weil sie so höhere EL erhalten, sieht das Gesetz neu einen fixen Quotenbetrag für die Abgeltung von Krankheitskosten vor. Unklar sind hier noch die finanziellen Auswirkungen im Bereich der Spitex-Kosten, wenn die Übernahme der Spitex-Kosten durch die Krankenversicherung begrenzt bzw. eingeschränkt werden soll.
Aus den restlichen Revisionspunkten möchte ich noch deren zwei herausgreifen:
Zum einen geht es um die Herabsetzung der Karenzfrist für Ausländerinnen und Ausländer von 15 auf 10 Jahre: Diese Neuregelung steht in Zusammenhang mit der 10. AHV-Revision. Zudem stimmt diese zehnjährige Karenzfrist mit den Karenzfristen für ausserordentliche Renten in zahlreichen Sozialversicherungsabkommen überein, die die Schweiz abgeschlossen hat.
Zum anderen erwähne ich die Einführung eines Freibetrages für selbstbewohnte Liegenschaften. Bei der Ermittlung der EL wird ein bestimmter Bruchteil des Vermögens mit berücksichtigt. Dies führt nicht selten dazu, dass Eigentümer von wenig oder gar nicht belastetem selbstbewohnten Grundeigentum keine EL beziehen können, weil das Vermögen zu gross ist. Um zu vermeiden, dass solche Leute durch das Netz der EL fallen oder aber gezwungen sind, das Grundeigentum zu veräussern und das Vermögen entsprechend zu verzehren und vielleicht in ein Heim einzutreten, sieht der Bundesrat vor, einen Freibetrag bei der Vermögensanrechnung selbstbewohnter Liegenschaften in der Höhe von 75 000 Franken einzuführen. Die Kantone können diesen Selbstbehalt verdoppeln. Da diese Regelung zu einer Bevorzugung von Grundeigentum gegenüber beweglichem Vermögen führt, die nicht unproblematisch ist, beantragt Ihnen Ihre Kommission eine alternative Regelungsmöglichkeit.
Die Kantone können vorsehen, dass anstelle des Freibetrages eine Vorschussmöglichkeit für EL geschaffen wird, wobei die Rückzahlung der EL hypothekarisch gesichert werden soll. Auf diese Art und Weise können Eigentümer von beweglichem und unbeweglichem Vermögen gleich behandelt werden.
Ein Wort zu den Kosten. «Angesichts der finanziellen Situation von Bund und Kantonen soll bei dieser Revision ein Kostenrahmen von rund 60 Millionen Franken nicht überschritten werden.» Das schreibt der Bundesrat auf Seite 22 der Botschaft (Ziff. 311). In der Kommission wurden Zweifel darüber laut, ob dieser Höchstbetrag zutreffend sei. Es ist ausserordentlich schwierig zu sagen, wie hoch die Mehrausgaben aufgrund dieser Vorlage effektiv sein werden. Namentlich die finanziellen Folgen derjenigen Bestimmung, die eine verbesserte Information der Bevölkerung über die Berechtigung zum Bezug von EL vorsieht, können nicht abgeschätzt werden. Es sind demzufolge auch Mehrkosten in der Höhe von 100 Millionen Franken prognostiziert worden.
Noch ein Wort zur Aufteilung der Kosten. Ich habe es bereits erwähnt: Rund 75 Prozent der Kosten tragen die Kantone. Dabei schwankt deren Anteil je nach Finanzkraft zwischen 65 und 90 Prozent.
Wenn wir über diese Vorlage entscheiden, so verfügen wir nicht nur über Geld des Bundes, sondern insbesondere über Geld der Kantone. Ich bitte Sie, sich dieser Tatsache bei der Beurteilung von Anträgen, die über den Rahmen der Anträge der Kommission bzw. der Kommissionsmehrheit hinausgehen, bewusst zu sein.
An dieser Stelle gestatte ich mir als Kommissionspräsident, die heutige Vorlage noch in einen etwas grösseren Rahmen zu stellen. Wenn wir das Umfeld im Bereich der Sozialversicherungen betrachten, so müssen wir feststellen, dass dieses Umfeld heute alles andere als rosig ist. Dräuende Wolken sind nicht nur am Horizont zu erkennen, sondern sie sind direkt über uns. Obwohl in den verschiedenen Bereichen dringender Handlungsbedarf besteht, geschieht bis heute konkret relativ wenig. Ich möchte sagen: Fast fatalistisch lässt man die Defizite auflaufen. Ich erlaube mir, drei Beispiele herauszugreifen.
Zur Arbeitslosenversicherung: Ende 1997 werden trotz drittem Lohnprozent Schulden in der Grössenordnung von 7,7 Milliarden Franken aufgelaufen sein. Allein das Defizit für dieses Jahr dürfte in der ähnlichen Grössenordnung wie jenes für letztes Jahr ausfallen und etwa bei 3,4 Milliarden Franken liegen. Wir werden also 3,4 Milliarden Franken mehr ausgeben als einnehmen. Die Tendenz ist mehr als ungewiss. Wenn Ende 1998 die alten Schulden voraussichtlich getilgt sein werden, dürften per 31. Dezember 1998 neue Schulden in der Grössenordnung von 9 bis 10 Milliarden Franken aufgelaufen sein. Das dritte Lohnprozent – so muss man ernüchtert feststellen – reicht bei weitem nicht aus, um die Arbeitslosenversicherung zu stabilisieren. Dazu bräuchte es, um Klartext zu reden, ein viertes Lohnprozent.
Zur Invalidenversicherung: 1996 wurden ohne Zusatzrenten beinahe 200 000 Invalidenrenten ausgerichtet. 1986, zehn Jahre zuvor, waren es rund 60 000 weniger. Das ist ein Anstieg der Zahl der Invalidenrentenbezüger, immer ohne Bezüger von Zusatzrenten, von fast 50 Prozent in 10 Jahren. Noch schlimmer sieht aber die finanzielle Lage der IV aus. Die Betriebsrechnung 1996 der IV schliesst – trotz Beitragssatzerhöhung 1995 – zum vierten aufeinanderfolgenden Mal mit einem Defizit ab, und zwar im Betrag von 427 Millionen Franken. Die Steigerungsrate der Gesamtausgaben in der IV erreicht 7,1 Prozent. Der Stand des Kapitalkontos per 31. Dezember 1996 lautet auf minus 1,575 Milliarden Franken. Ende 1997, also in 6 Monaten, dürfte die Limite von 2 Milliarden Franken bei weitem überschritten sein.
«Die IV bleibt auch in den nächsten Jahren unterfinanziert. Die geplante IV-Revision soll jedoch die Situation verbessern.» Ich habe dieses Zitat dem Heft 2/1997 «Soziale Sicherheit», der Zeitschrift des Bundesamtes für Sozialversi-

cherung, entnommen. Ich bitte Sie, den Ausdruck «soll die Situation verbessern» zu beachten.
Die Bundeskasse ist, das möchte ich hier in Erinnerung rufen, an der Finanzierung der IV mit 37,5 Prozent beteiligt. Die Sanierung des Bundeshaushaltes wird angesichts der hohen Wachstumsraten in der IV dadurch nicht erleichtert. Ich nehme gerne zur Kenntnis, dass sich der Bundesrat gestern in dem Sinne geäussert hat, dass der Bundeshaushalt bis 2001, spätestens bis 2003 in Ordnung gebracht werden soll.
Der Bundesrat schreibt auf Seite 10 seiner Botschaft über die Anhebung der Mehrwertsteuersätze für die AHV/IV weiter: «Aus heutiger Sicht wird die Kostensteigerung in der Invalidenversicherung in den nächsten Jahren noch stärker ausfallen als in der AHV.» Bis 2005, also in acht Jahren, wachsen die Ausgaben der IV nach Auffassung des Bundesrates um weitere 55 Prozent. Das Defizit wäre dann im Jahre 2005 um 1 Milliarde Franken höher als 1996. Allein in der IV beläuft sich der zusätzliche Finanzierungsbedarf, abgestützt auf das Referenzszenario gemäss Bericht IDA-Fiso, auf ein halbes Mehrwertsteuerprozent.
Zur AHV: Die AHV ist jener Zweig der Sozialversicherungen, der lange noch als gesund dargestellt wurde. Er ist leider ebenfalls morsch. Für 1997 ist mit einem Defizit allein in der AHV von 1 Milliarde Franken zu rechnen. Um aufzuzeigen, wie ernst die Lage auch hier ist, erlaube ich mir, lediglich ein paar Aussagen aus der Botschaft des Bundesrates über die Anhebung der Mehrwertsteuersätze für die AHV und die IV zu zitieren. Auf Seite 9 schreibt der Bundesrat: «Durch die Erhebung des ganzen Mehrwertsteuer-Prozentpunktes ab dem Jahr 1999 kann die durchschnittliche Belastung durch die Alterung bis und mit 2001 voll finanziert werden.» Da muss ich mir sagen: Welch grandioser Erfolg! Ein Mehrwertsteuer-Prozentpunkt reicht gerade drei Jahre aus, um die Belastung, die durch die demographische Entwicklung entsteht, aufzufangen. Und weiter schreibt der Bundesrat auf Seite 12: «Auf der Basis des den Arbeiten der Arbeitsgruppe zugrunde liegenden Referenzszenarios .... kommt die Arbeitsgruppe zum Schluss, dass der zusätzliche Finanzierungsbedarf für die AHV bis zum Jahr 2010 bei gleichem Leistungsniveau 2,5 Mehrwertsteuer-Prozentpunkten entspricht. In der IV beläuft sich dieser zusätzliche Finanzierungsbedarf auf 0,4 bis 0,5 Mehrwertsteuer-Prozentpunkte .... Auf den über diesen Zeithorizont hinausgehenden zusätzlichen Finanzierungsbedarf braucht hier nicht näher eingegangen zu werden. Die vorliegenden Angaben zeigen bereits mit genügender Deutlichkeit auf, dass mit der Erhöhung der Mehrwertsteuer um einen Prozentpunkt die Finanzierung der AHV und der IV mittel- und längerfristig noch nicht gesichert werden kann.»
Ich will hier aufhören. Es gäbe noch weitere Zweige im Baum der Sozialversicherung, die in den nächsten Jahren wachsen werden. Denken Sie nur an die jährlich steigenden Bundesmittel für die Verbilligung der Krankenkassenprämien.
In einem solchen Umfeld mit derartigen Perspektiven bedarf eine Vorlage, die zu mehr Ausgaben führt, besonderer Berechtigung. Es wird kaum mehr möglich sein, weitere Vorlagen zu behandeln, die Mehrausgaben mit sich bringen. Ich sage es deshalb noch einmal: Die EL-Vorlage dürfte für längere Zeit die letzte Vorlage mit Leistungsausbau im Bereich der Sozialversicherung gewesen sein. Wenn wir Ihnen heute Eintreten und Verabschiedung der EL-Vorlage beantragen, so namentlich aus den folgenden Gründen:
1. Die EL bringen eine gezielte Verbesserung der Lage der Bedürftigen.
2. Mit der heutigen Vorlage ist eine finanzielle Stärkung jener EL-Bezüger beabsichtigt, die zu Hause wohnen. Damit wird die Absicht verfolgt, dass allfällige Heimeintritte nach Möglichkeit verhindert oder mindestens hinausgeschoben werden können.
Diese beiden Argumente sind es, die Ihre Kommission dazu veranlasst haben, Ihnen trotz grosser finanzieller Schwierigkeiten in anderen Bereichen der Sozialversicherung zu beantragen, auf die Vorlage einzutreten. Ich bitte Sie, diese im Sinne der Mehrheit der Kommission zu verabschieden.

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: Je remercie la commission pour la façon aussi approfondie que rapide dont elle a traité le projet du Conseil fédéral ainsi que pour l'appui qu'elle lui a apporté.
Le projet qui vous est soumis joue un rôle important dans la réorganisation du système de sécurité sociale de notre pays. Il cherche à donner aux prestations complémentaires un caractère important, mais aussi durable, par l'équilibre que nous recherchons entre des systèmes qui s'adressent à l'ensemble de la population et des systèmes de prestations ciblées qui tiennent compte des besoins particuliers, tout en aménageant un droit devant les tribunaux, un droit acquis à la population.
Nous sommes sensibles au fait que la discussion a permis de voir que, pour pouvoir jouer ce rôle, ce système devait être transparent, reposer sur une bonne connaissance du public de ses droits et des possibilités d'y recourir. Ceci crée un climat extrêmement favorable à la discussion que nous allons mener maintenant sur cet objet, le Conseil fédéral étant très heureux de vous voir décider, il en est certain, l'entrée en matière et, ensuite, procéder à un examen rapide de ces mesures.
Je n'entrerai pas dans le détail des diverses dispositions prévues, le président de la commission l'a fait avec talent et précision. J'aimerais insister sur le fait qu'il a souligné qu'il s'agit d'adapter notre système à l'évolution des habitudes sur le marché du logement et celles relatives au calcul des loyers. Actuellement, nous avons un système qui ne permet pas de tenir compte directement des loyers bruts et, de ce fait, il entrouvre un espace de pauvreté dans un système dont le but est justement de l'éliminer.
L'introduction du loyer brut dans le calcul du droit aux prestations complémentaires représente à elle seule, par rapport au projet du Conseil fédéral, 50 millions de francs de frais supplémentaires par rapport à 60 millions de francs.
La nouvelle réglementation des frais de maladie est une obligation née de la LAMal et, sur ce plan-là, elle ne nécessite pas d'explication supplémentaire. La nouvelle réglementation du délai de carence, on l'a dit, repose principalement sur l'expérience que nous avons faite dans le cadre des conventions bilatérales. Cela permet un traitement plus égalitaire des étrangers qui se trouvent dans notre pays.
Vous voyez que nous nous sommes limités, dans ce projet, à la volonté de résoudre des problèmes qui se posent dans l'application courante d'un système qui devrait jouer à l'avenir un rôle essentiel parmi les instruments de lutte contre la pauvreté, de lutte pour la dignité de nos concitoyens et de nos concitoyennes, rôle dans lequel les prestations complémentaires sont particulièrement sollicitées.
Je n'entrerai pas ici dans un débat général sur l'avenir de la sécurité sociale, comme le président de votre commission semble vous y inviter ou m'y inviter. Je puis vous assurer que tant sur le plan de l'assurance-invalidité, où le Conseil fédéral est en train de prendre des décisions à votre intention, que sur le plan de l'AVS, où il a pris des décisions qui seront soumises à votre appréciation en mobilisant 1 pour cent supplémentaire de taxe sur la valeur ajoutée, le Conseil fédéral reste fidèle à sa ligne, que j'ai déjà eu l'occasion de développer plusieurs fois devant vous. Il est important d'avoir un tableau de bord qui nous permette de connaître l'évolution des institutions de sécurité sociale, de réagir à temps, de mettre en acte – nous le faisons par le truchement du groupe IDA-Fiso – ses conclusions de l'année passée et de conduire les travaux qu'il effectue cette année pour placer, dans un cadre global, chacune des réformes que nous vous présentons.
C'est le souci du Conseil fédéral, c'est également le mien en tant que cheffe du Département fédéral de l'intérieur. Vous recevrez, comme aujourd'hui, tout projet du Conseil fédéral comportant une analyse générale des différentes institutions de sécurité sociale.
Le projet que nous vous soumettons aujourd'hui mérite votre soutien; votre commission le lui a donné à l'unanimité. J'espère que, dans cette Chambre, en plénum, ce soutien sera confirmé.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition

Bundesgesetz über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung
Loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité

Detailberatung – Examen de détail

Titel und Ingress; Ziff. I Einleitung; Art. 1 Abs. 1; 2; 2c Bst. d; 2d; 3; 3a; 3b; 3c; 3d; 4
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule; ch. I introduction; art. 1 al. 1; 2; 2c let. d; 2d; 3; 3a; 3b; 3c; 3d; 4
Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 5
Antrag der Kommission
Abs. 1, 2
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates
Abs. 3
....
d. (neu) statt den Freibetrag für die selbstbewohnte Liegenschaft gemäss Artikel 3c Absatz 1 Buchstabe c anzuwenden, die Ergänzungsleistungen im Rahmen eines hypothekarisch gesicherten Darlehens zu Lasten des selbstbewohnten Wohneigentums vorschiessen.

Art. 5
Proposition de la commission
Al. 1, 2
Adhérer à la décision du Conseil national
Al. 3
....
d. (nouvelle) plutôt que d'appliquer la fortune exonérée pour l'immeuble habité par les personnes elles-mêmes au sens de l'article 3c alinéa 1er lettre c, avancer les prestations complémentaires dans le cadre d'un prêt hypothécaire à la charge de l'immeuble habité par ces personnes.

Schiesser Fritz (R, GL), Berichterstatter: Ich habe bereits in meinem Eintretensvotum gesagt, dass Ihre Kommission bei Artikel 5 Absatz 3 Buchstabe d eine Wahlmöglichkeit für die Kantone eingeführt hat. Danach können die Kantone, anstatt den Freibetrag für selbstbewohnte Liegenschaften anzuwenden, die Ergänzungsleistungen im Rahmen eines hypothekarisch gesicherten Darlehens zu Lasten des selbstbewohnten Wohneigentums vorschiessen. Damit lässt es sich verhindern, dass selbstbewohntes Grundeigentum veräussert werden muss, damit der Veräusserer in den Genuss von Ergänzungsleistungen kommen kann.
Die Absicht, die hinter diesem Vorschlag steht, ist die Gleichbehandlung der verschiedenen Arten von Vermögen, einerseits Grundeigentum, andererseits bewegliches Vermögen. Der Entscheid darüber, ob von dieser Möglichkeit Gebrauch gemacht werden soll, liegt bei den Kantonen.

Angenommen – Adopté

Art. 6 Abs. 2, 4
Antrag der Kommission
Mehrheit
Abs. 2
.... von Ergänzungsleistungen. Sie informieren die möglichen Anspruchsberechtigten in angemessener Weise.
Abs. 4
Streichen

Minderheit
(Gentil)
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 6 al. 2, 4
Proposition de la commission
Majorité
Al. 2
.... des prestations complémentaires. Ils informent de manière adéquate les ayants droit potentiels.
Al. 4
Biffer

Minorité
(Gentil)
Adhérer à la décision du Conseil national

Gentil Pierre-Alain (S, JU), porte-parole de la minorité: La proposition de minorité consiste à adhérer à la décision du Conseil national, qui a prévu l'introduction d'une obligation pour les autorités cantonales de mieux informer les ayants droit potentiels de leur possibilité d'obtenir des prestations complémentaires. Nous savons, en effet, différentes études menées au plan fédéral comme au plan cantonal l'ont démontré, que 30 pour cent environ des ayants droit aux prestations complémentaires ne les demandent pas, faute d'information. La proportion s'élève même aux environs de 40 pour cent si l'on considère les prestations de l'AI.
Il va de soi que cette situation n'est pas acceptable, et la minorité de la commission vous propose de reprendre la solution du Conseil national qui ancre dans la loi le principe de l'information exercée par les cantons. Il faut bien sûr relever qu'aujourd'hui déjà de nombreux cantons et communes pratiquent ce genre d'information, suite à une initiative qu'ils ont prise sans attendre la modification de la loi. Cette information n'implique pas, selon les renseignements qui nous ont été donnés, un travail administratif trop lourd. En tout cas, ce travail n'est pas assez important pour qu'il contrebalance le droit légitime de nos concitoyennes et concitoyens les moins favorisés d'obtenir les prestations complémentaires auxquelles ils ont droit.
La proposition de la minorité me paraît également plus précise et formellement mieux élaborée que la proposition de la majorité dans laquelle l'emploi de l'adjectif «adéquat» me paraît quelque peu incertain.
C'est pourquoi je vous prie d'adhérer à la décision du Conseil national.

Schiesser Fritz (R, GL), Berichterstatter: Zu Artikel 6 vorerst eine Bemerkung. In der Fahne französischer Sprache ist beim Mehrheitsantrag der letzte Satz weggefallen. Ich gehe davon aus, dass diese Korrektur in der Zwischenzeit nachgereicht worden ist. In der deutschen Fassung gibt es keine Korrektur.
Gestatten Sie mir, dass ich ganz kurz die Position der Kommissionsmehrheit vertrete.
1. Ich möchte in Erinnerung rufen, dass die Ausrichtung der EL nicht Sache des Bundes ist, sondern Sache der Kantone. Die Kantone sind die Hauptträger der EL, und der Bund – mit einem Anteil von etwa 23 Prozent der Gesamtausgaben – erbringt lediglich Beiträge an die Kantone für die Ausrichtung von EL. Wer drei Viertel der Leistungen zahlt, sollte eigentlich auch einen entsprechenden Handlungsspielraum haben. Es wäre sonderbar, wenn ausgerechnet die Ständekammer eine Lösung beschliessen sollte, die den Handlungsspielraum der Kantone einschränkt, obwohl die Kantone die Hauptlast tragen.
2. Zur Lösung des Nationalrates: Wenn die Lösung des Nationalrates Gesetz werden sollte, so würden Hunderttausende von Steuerpflichtigen ein Formular erhalten, mit dem sie nichts anfangen wissen, weil sie in keiner Art und Weise berechtigt sind, EL zu beziehen. Es wäre also eine riesige Verteilaktion durchzuführen. Sie können sich in der heutigen Zeit ausmalen, welches Echo in der Öffentlichkeit entstehen müsste, wenn Millionäre ein Beiblatt zum Bezug von EL zugestellt erhielten. Derartiges können wir uns heute einfach nicht mehr leisten.

3. Die Mehrheit ist der Auffassung, dass die Kantone aufgrund ihrer unterschiedlichen Grössenverhältnisse am besten in der Lage sind zu beurteilen, was eine Information der Anspruchsberechtigten «in angemessener Weise» ist. Deshalb sollten wir dem Antrag der Kommissionsmehrheit folgen und den Entscheid darüber, was angemessen ist, den Kantonen überlassen.
4. Der Bundesrat hat in dieser Beziehung in seiner Vorlage überhaupt nichts vorgesehen. Frau Bundesrätin Dreifuss hat sich in der Kommission gegen die Lösung des Nationalrates ausgesprochen. Ich sehe nicht ein, warum wir hier als Ständekammer nicht einen Mittelweg zwischen Bundesrat und Nationalrat beschreiten sollten. Wir sollten es den Kantonen überlassen zu entscheiden, in welcher Weise die Information über die Berechtigung zum Bezug von EL erfolgen soll.
Ich bitte Sie, der Mehrheit zu folgen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	25 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	6 Stimmen

Art. 9a; 9b; 12a; 13 Abs. 3; Ziff. II; III Ziff. 1 Art. 12 Abs. 1; 13 Abs. 1; 14 Abs. 1
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 9a; 9b; 12a; 13 al. 3; ch. II; III ch. 1 art. 12 al. 1; 13 al. 1; 14 al. 1
Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Ziff. III Ziff. 2 Art. 39a
Antrag der Kommission
Mehrheit
Streichen
Minderheit
(Gentil)
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. III ch. 2 art. 39a
Proposition de la commission
Majorité
Biffer
Minorité
(Gentil)
Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition du Conseil fédéral
Classer les interventions parlementaires selon lettre aux Chambres fédérales

Angenommen – Adopté

An den Nationalrat – Au Conseil national

95.309

Standesinitiative Jura Verhandlungen über den Beitritt zur Europäischen Union vors Volk!

Initiative du canton du Jura Négociations d'adhésion à l'Union européenne. Que le peuple décide!

Wortlaut der Initiative vom 11. Dezember 1995
Das Parlament des Kantons Jura verlangt, in Anwendung von Artikel 84 Buchstaben o und p seiner Kantonsverfassung und von Artikel 79a Absatz 3 des Parlamentsreglementes, wonach es mit der Ausübung des Standesinitiativrechts in Bundessachen beauftragt ist, dass folgende Übergangsbestimmung in der Bundesverfassung verankert wird:
– Der Bund erneuert das Gesuch um Wiederaufnahme der Beitrittsverhandlungen mit der Europäischen Union (EU) und setzt sich dafür ein, dass unabhängig von den bilateralen Verhandlungen umgehend Gespräche im Hinblick auf einen EU-Beitritt geführt werden.
– Der Bund wird so rasch als möglich alle Mittel einsetzen, welche nötig sind, um die Vorbehalte abzubauen, die im Volk gegenüber der EU bestehen.
Der Bund hat, unter maximaler Ausschöpfung seines innenpolitischen Handlungsspielraumes, vorab in den Bereichen Arbeitsbedingungen und Umweltschutz Massnahmen zu treffen, um die Errungenschaften auf diesen Gebieten zu erhalten.
– Der Bund passt die demokratischen Instrumente des Volkes und des Parlamentes sowie die Mitwirkungsrechte der Kantone so an, dass der künftigen EU-Integration der

Dreizehnte Sitzung – Treizième séance

Mittwoch, 18. Juni 1997
Mercredi 18 juin 1997

15.00 h

Vorsitz – Présidence: Stamm Judith (C, LU)

96.094

Ergänzungsleistungen zu AHV und IV. Bundesgesetz. 3. Revision

Prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI. Loi fédérale. 3e révision

Differenzen – Divergences

Siehe Seite 477 hiervor – Voir page 477 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 17. Juni 1997
Décision du Conseil des Etats du 17 juin 1997

Bundesgesetz über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung

Loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité

Egerszegi Christine (R, AG), Berichterstatterin: Gestern Dienstag, den 17. Juni, hat der Ständerat als Zweitrat die Revision des Bundesgesetzes über die Ergänzungsleistungen zu AHV und IV behandelt. Zur Version unseres Rates, wie er sie in der Frühlingssession verabschiedet hat, gibt es zwei Differenzen: Artikel 5 und Artikel 6 und folgerichtig auch Artikel 39a des Bundesgesetzes über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden.
In Artikel 5 gibt der Ständerat den Kantonen eine Wahlmöglichkeit, anstelle des Freibetrages für eine selbstbewohnte Liegenschaft eine Vorschussmöglichkeit für die Ergänzungsleistungen einzurichten und diese Vorschüsse dann hypothekarisch zu sichern. Damit kann verhindert werden, dass selbstbewohntes Grundeigentum veräussert werden muss, um in den Genuss von Ergänzungsleistungen zu kommen. Gleichzeitig werden auch verschiedene Arten von Vermögen gleichgestellt, also Grundeigentum und bewegliches Vermögen. Die Kantone haben aber auch ein Mittel, um zu verhindern, dass Ergänzungsleistungsbezüger ihre abbezahlten Liegenschaften ihren Erben überlassen können. In diese Richtung ging auch ein Vorstoss, den dieser Rat in der Frühlingssession verabschiedet hat.
Die SGK hat gestern getagt und empfiehlt Ihnen einstimmig, bei Artikel 5 dem Ständerat zu folgen.
Weniger Einstimmigkeit herrschte bei den anderen Änderungen. Unser Rat hatte damals entgegen dem Vorschlag des Bundesrates bei Artikel 6 einen zusätzlichen Absatz 4 beschlossen, wonach die kantonalen Steuerbehörden jeder Steuererklärung für natürliche Personen, die AHV- oder IV-Leistungen beziehen, ein vereinfachtes Berechnungsblatt für Ergänzungsleistungen beilegen müssen.
Der Ständerat will diesen Absatz streichen, ergänzt dafür aber Absatz 2 mit der Auflage, dass die Kantone die möglichen Anspruchsberechtigten «in angemessener Weise» informieren sollen. In der Kommission unbestritten war, dass die Anspruchsberechtigten informiert werden sollen. Ebenfalls akzeptiert wurde der Einwand des Ständerates, dass mit der ursprünglichen Fassung unseres Rates Hunderttausende von Personen, die in keiner Weise bezugsberechtigt sind, ein überflüssiges Formular erhalten würden. Die Kommission hiess die Version des Ständerates mit 12 zu 10 Stimmen gut, wonach die Art der Information den Kantonen überlassen wird, die diese Leistungen auch zu drei Vierteln tragen.
Die Minderheit sieht zwar die Problematik des übermässigen Papierkrams und bringt daher neu den Vorschlag, dass die kantonalen Steuerbehörden nur jenen AHV- und IV-Rentenbezügern ein Berechnungsblatt beilegen sollen, die «Anspruch auf Ergänzungsleistungen haben könnten».
Das ist nach Meinung der Mehrheit der Kommission zwar gut gemeint, aber nicht oder nur mit grossem Aufwand durchführbar, weil die Aussortierung der Berechtigten durch die kantonalen Steuerbehörden nicht einfach ist und nicht alle Steuerpflichtigen von einer zentralen Stelle aus bedient werden können. Es gibt Kantone, bei denen das über die Gemeinden läuft.
Ich bitte Sie also namens der Kommission bzw. der Mehrheit, sich in allen Teilen der Version des Ständerates anzuschliessen und den Minderheitsantrag bei Artikel 6 respektive Artikel 39a des Bundesgesetzes über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden abzulehnen.

Jeanprêtre Francine (S, VD), rapporteure: Le Conseil des Etats vient de créer, dans sa séance du 17 juin 1997, une divergence qui, contrairement à celle de l'article 5 alinéa 3 lettre d, n'a pas pu être levée en séance de votre commission, hier.
Rappelons que lors du débat au Conseil national, en mars 1997, le principe de l'information donnée à toute personne bénéficiant de rentes AVS ou AI, tel que libellé à l'article 6 alinéa 4 (nouveau), avait été adopté à la quasi unanimité de la commission et sans discussion au sein de votre Conseil.
Soignant le détail, la disposition respectant le principe de la compétence cantonale suggérait cependant aux cantons de joindre «à la déclaration d'impôt de toute personne physique bénéficiant de prestations de l'AVS ou de l'AI un formulaire simplifié destiné au calcul des prestations complémentaires». Faut-il rappeler que 30 pour cent environ des ayants droit aux prestations complémentaires ne les demandent pas, faute d'information? La proportion s'élève même à 40 pour cent, si l'on considère les bénéficiaires de l'AI.
C'est par 25 voix contre 6 que le Conseil des Etats a souhaité biffer cette nouvelle disposition. Le Conseil des Etats a en effet relevé que l'octroi des prestations complémentaires est l'affaire des cantons, et qu'à ce titre, ceux-ci prenant à charge les trois quarts des dépenses induites, il était normal que l'on respecte leur propre marge de manoeuvre, ceci dans le respect d'une pure logique, bien sûr, de la Chambre des cantons.
Mais, et ces arguments ont aussi sensibilisé la majorité de votre commission, la démarche auprès de chacun et de chacune induirait un grand travail administratif et il paraîtrait choquant que même des millionnaires reçoivent une telle information. Les cantons semblent être les mieux armés pour choisir la façon dont ils souhaitent informer les futurs ayants droit, de manière adéquate, tel que le Conseil des Etats l'a formulé à l'alinéa 2 de l'article 6. La minorité de la commission a souhaité maintenir, en la modifiant cependant, la version qui oblige les cantons à informer, par le biais de la déclaration d'impôt, des bénéficiaires potentiels de prestations complémentaires.
Il faut en effet contrebalancer un éventuel surcroît de travail administratif avec le droit légitime des personnes les moins favorisées d'obtenir les rentes complémentaires auxquelles elles ont droit. C'est un problème de pesée d'intérêts.
Souhaitant mettre sous toit rapidement la loi révisée, la majorité de la commission s'est ralliée à la décision du Conseil des Etats. C'est ainsi, par 12 voix contre 10, qu'elle vous propose d'accepter l'article 6, et accessoirement l'article 39a, selon la décision du Conseil des Etats.

Goll Christine (S, ZH), Sprecherin der Minderheit: Es geht um eine nicht unwesentliche Differenz in diesem Artikel 6 des Bundesgesetzes über die Ergänzungsleistungen zur AHV und IV. Worum geht es überhaupt? Fakt ist, dass heute ein grosser Teil der Bezüger und Bezügerinnen von AHV- und IV-Renten, die eigentlich dringend auf die Ergänzungsleistungen angewiesen wären, diese Leistungen nicht in Anspruch nehmen, weil sie nicht darüber informiert sind.
Laut der neuesten Armutsstudie von Professor Leu und seiner Arbeitsgruppe, die Sie als sozial- und wirtschaftspolitisch interessierte Politiker und Politikerinnen sicher zur Kenntnis genommen haben, beträgt die Nichtbezugsquote bei den AHV-Rentnern und -Rentnerinnen 33 Prozent, bei den IV-Rentnern und -Rentnerinnen sogar 39 Prozent.
Ich möchte Sie daran erinnern, dass der Nationalrat diesen Missstand eingesehen und einen klaren Entscheid getroffen hat. Wir haben diesen zusätzlichen Absatz 4 in der nationalrätlichen Kommission mit nur einer Gegenstimme angenommen, und der Nationalrat hat diesem Antrag der Kommission in der letzten Session ohne Opposition zugestimmt. Ich möchte Sie auch daran erinnern, dass sich eigentlich der Nationalrat diesen Auftrag bereits in der letzten Legislatur gegeben hat, indem er einer entsprechenden parlamentarischen Initiative Folge gab.
Der Ständerat hat nun einen klaren Rückschritt gemacht. Die Version, die er jetzt beantragt und wie Sie sie auf der Fahne finden, ist eigentlich eine Nullösung. Das, was der Ständerat beantragt, ist nämlich heute bereits möglich und wird, mindestens zum Teil, auch schon gemacht.
Ich muss Ihnen auch ehrlich sagen, dass ich die Einwände des Ständerates nicht ganz ernst nehmen kann. Wenn behauptet wird, dass durch die vorgeschlagene Lösung des Nationalrates Millionäre Ergänzungsleistungen beziehen könnten, dann verstehe ich ehrlich gesagt die Welt bzw. die Politik nicht mehr. Wir wissen alle ganz klar, dass Ergänzungsleistungen Bedarfsleistungen sind. Das bedeutet, dass die Betroffenen ihre persönlichen und finanziellen Verhältnisse minutiös offenlegen und den Bedarf nachweisen müssen.
Der Vorschlag, den die nationalrätliche Kommission ursprünglich erarbeitet hat, ist einfach, unbürokratisch und auch praktikabel. Wir haben das zusammen mit der Verwaltung nämlich bereits in der letzten Legislatur in der Kommission für soziale Sicherheit und Gesundheit geprüft und sind zu dieser Lösung gekommen, wonach die Beilage eines vereinfachten Berechnungsblattes zu den Steuerunterlagen eigentlich das Einfachste und Unkomplizierteste ist.
Ich stelle nicht den Antrag, an unserer ursprünglichen Version festzuhalten, im Gegenteil: Ich versuche, hier noch einmal einen Vermittlungsvorschlag einzubringen. Sie sehen: Wir haben in unserem Minderheitsantrag bei der ursprünglichen Formulierung einen Einschub gemacht. Die Formulierung lautet heute: «Die kantonalen Steuerbehörden legen jeder Steuererklärung für natürliche Personen, die AHV- oder IV-Leistungen beziehen und Anspruch auf Ergänzungsleistungen haben könnten», der letzte Satzteil ist der kleine Einschub, «ein vereinfachtes Berechnungsblatt für Ergänzungsleistungen bei.»
Mit diesem Einschub möchten wir vor allem den meiner Meinung nach unberechtigten Einwänden des Ständerates, wie sie von der Kommissionssprecherin geäussert wurden, entgegentreten und auch dem Einwand, dass überflüssige Formulare verschickt werden könnten.
Ich bitte Sie, in diesem Punkt nicht klein beizugeben, auf diesen Vermittlungsvorschlag einzutreten und in diesem Sinne zu Ihrer bisherigen Überzeugung zu stehen.
Heute ist es bereits so, dass einige Kantone in bezug auf ihren Informationsauftrag vorbildlich agieren. Ich möchte Sie sehr bitten, allen Kantonen einen verbindlichen Auftrag zu dieser Informationspflicht zu geben und keinen Rückzieher zu machen. Ein Rückzieher wäre nämlich nicht nur sozialpolitisch unverantwortlich, sondern er wäre vor allem auch denjenigen Menschen gegenüber ungerecht, die dringend auf diese Ergänzungsleistungen angewiesen sind und die wenigstens über den gesetzlichen Anspruch, den sie haben, informiert werden sollen.

Art. 5 Abs. 3 Bst. d; Art. 6 Abs. 2
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 5 al. 3 let. d; art. 6 al. 2
Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 6 Abs. 4
Antrag der Kommission
Mehrheit
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates
Minderheit
(Goll, Baumann Stephanie, Cavalli, Gonseth, Gross Jost, Gysin Remo, Jeanprêtre, Maury Pasquier, Rechsteiner Paul)
.... beziehen und Anspruch auf Ergänzungsleistungen haben könnten, ein vereinfachtes ....

Art. 6 al. 4
Proposition de la commission
Majorité
Adhérer à la décision du Conseil des Etats
Minorité
(Goll, Baumann Stephanie, Cavalli, Gonseth, Gross Jost, Gysin Remo, Jeanprêtre, Maury Pasquier, Rechsteiner Paul)
.... de l'AI et qui pourrait avoir droit à des prestations complémentaires un formulaire ....

Art. 39a
Antrag der Kommission
Mehrheit
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates
Minderheit
(Goll, Baumann Stephanie, Cavalli, Gonseth, Gross Jost, Gysin Remo, Jeanprêtre, Maury Pasquier, Rechsteiner Paul)
.... beziehen und Anspruch auf Ergänzungsleistungen haben könnten, ein vereinfachtes ....

Art. 39a
Proposition de la commission
Majorité
Adhérer à la décision du Conseil des Etats
Minorité
(Goll, Baumann Stephanie, Cavalli, Gonseth, Gross Jost, Gysin Remo, Jeanprêtre, Maury Pasquier, Rechsteiner Paul)
.... de l'AI et qui pourrait avoir droit à des prestations complémentaires un formulaire ....

Namentliche Abstimmung
Vote nominatif
(Ref.: 0865)

Für den Antrag der Mehrheit stimmen:
Votent pour la proposition de la majorité:
Aregger, Bangerter, Baumann Alexander, Baumberger, Bezzola, Binder, Bircher, Blaser, Blocher, Bonny, Bortoluzzi, Bosshard, Brunner Toni, Bührer, Christen, Columberg, Comby, Deiss, Dettling, Dreher, Dupraz, Eberhard, Egerszegi, Engelberger, Engler, Epiney, Filliez, Fischer-Hägglingen, Fischer-Seengen, Föhn, Freund, Frey Claude, Frey Walter, Friderici, Fritschi, Giezendanner, Gros Jean-Michel, Hasler Ernst, Heberlein, Hegetschweiler, Hess Otto, Hochreutener, Kofmel, Kühne, Kunz, Lachat, Leu, Leuba, Loeb, Loretan Otto, Maurer, Müller Erich, Oehrli, Pelli, Philipona, Raggenbass, Randegger, Ruckstuhl, Sandoz Suzette, Schenk, Scherrer Jürg, Scheurer, Schlüer, Schmid Samuel, Schmied Walter, Seiler Hanspeter, Simon, Speck, Stamm Luzi, Steffen, Steinemann, Steiner, Stucky, Suter, Theiler, Tschopp, Tschuppert, Vallender, Vetterli, Vogel, Weyeneth, Widrig, Wittenwiler, Wyss (84)

Für den Antrag der Minderheit stimmen:
Votent pour la proposition de la minorité:
Aguet, Alder, Banga, Baumann Ruedi, Baumann Stephanie, Bäumlin, Béguelin, Berberat, Borel, Burgener, Carobbio, Chiffelle, David, de Dardel, Diener, Dormann, Ducrot, Fankhauser, Fässler, Goll, Gonseth, Grendelmeier, Grobet, Gross Andreas, Gross Jost, Grossenbacher, Günter, Gysin Remo, Haering Binder, Hafner Ursula, Hämmerle, Herczog, Hollenstein, Hubacher, Hubmann, Jans, Jaquet, Jeanprêtre, Jutzet, Langenberger, Lauper, Ledergerber, Leemann, Leuenberger, Lötscher, Marti Werner, Maspoli, Maury Pasquier, Meier Hans, Meyer Theo, Müller-Hemmi, Ostermann, Ratti, Rechsteiner Paul, Rennwald, Roth, Ruffy, Schmid Odilo, Semadeni, Spielmann, Strahm, Stump, Teuscher, Tschäppät, Vermot, Vollmer, von Allmen, von Felten, Weber Agnes, Widmer, Zbinden, Zwygart (72)

Entschuldigt/abwesend sind – Sont excusés/absents:
Aeppli, Borer, Bühlmann, Caccia, Cavadini Adriano, Cavalli, Couchepin, Dünki, Durrer, Eggly, Ehrler, Eymann, Fasel, Fehr Hans, Fehr Lisbeth, Gadient, Guisan, Gusset, Gysin Hans Rudolf, Hess Peter, Imhof, Keller, Maitre, Meier Samuel, Moser, Mühlemann, Nabholz, Nebiker, Pidoux, Pini, Rechsteiner Rudolf, Ruf, Rychen, Sandoz Marcel, Stein-

Bundesgesetz über den Schutz der Gewässer
Loi fédérale sur la protection des eaux

Art. 61 Abs. 3 Bst. a
Antrag der Kommission
a. 50 Prozent der anrechenbaren ....

Art. 61 al. 3 let. a
Proposition de la commission
a. 50 pour cent des coûts ....

Angenommen – Adopté

An die Einigungskonferenz – A la Conférence de conciliation

Sammeltitel – Titre collectif

Öffentlicher Verkehr. Neat
Transport public. NLFA

---

devant

---

nd Finanzierung von
ichen Verkehrs
sation et au finance-
e des transports pu-

96.094

Ergänzungsleistungen zu AHV und IV. Bundesgesetz. 3. Revision

Prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI. Loi fédérale. 3e révision

Schlussabstimmung – Vote final

Siehe Seite 1314 hiervor – Voir page 1314 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 17. Juni 1997
Décision du Conseil des Etats du 17 juin 1997

Bundesgesetz über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung

Loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité

Namentliche Abstimmung
Vote nominatif
(Ref.: 0914)

Für Annahme des Entwurfes stimmen – Acceptent le projet:
Aeppli, Aguet, Alder, Aregger, Banga, Bangerter, Baumann Alexander, Baumann Ruedi, Baumann Stephanie, Baumberger, Bäumlin, Béguelin, Berberat, Bezzola, Binder, Bircher, Blaser, Blocher, Bonny, Borel, Borer, Bortoluzzi, Bosshard, Brunner Toni, Bühlmann, Bührer, Burgener, Caccia, Carobbio, Cavadini Adriano, Cavalli, Chiffelle, Christen, Comby, de Dardel, Deiss, Dettling, Diener, Dormann, Dreher, Ducrot, Dünki, Durrer, Eberhard, Egerszegi, Eggly, Engelberger, Engler, Epiney, Eymann, Fankhauser, Fasel, Fässler, Fehr Hans, Fehr Lisbeth, Filliez, Fischer-Hägglingen, Fischer-Seengen, Föhn, Freund, Frey Claude, Frey Walter, Friderici, Fritschi, Gadient, Giezendanner, Goll, Gonseth, Grendelmeier, Grobet, Gros Jean-Michel, Gross Andreas, Grossenbacher, Guisan, Günter, Gusset, Gysin Hans Rudolf, Hafner Ursula, Hämmerle, Hasler Ernst, Heberlein, Hegetschweiler, Herczog, Hess Otto, Hess Peter, Hochreutener, Hubacher, Hubmann, Imhof, Jans, Jaquet, Jeanprêtre, Jutzet, Keller, Kofmel, Kühne, Kunz, Lachat, Langenberger, Lauper, Ledergerber, Leemann, Leu, Leuenberger, Loeb, Loretan Otto, Lötscher, Maspoli, Maurer, Maury Pasquier, Meier Hans, Moser, Mühlemann, Müller Erich, Müller-Hemmi, Nabholz, Nebiker, Oehrli, Ostermann, Pelli, Philipona, Pidoux, Pini, Raggenbass, Randegger, Rechsteiner Rudolf, Rennwald, Roth, Ruckstuhl, Ruf, Ruffy, Rychen, Sandoz Marcel, San-

96.007

Waffen, Waffenzubehör und Munition. Bundesgesetz

Armes, accessoires d'armes et munitions. Loi fédérale

Schlussabstimmung – Vote final

Siehe Seite 1018 hiervor – Voir page 1018 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 20. Juni 1997
Décision du Conseil des Etats du 20 juin 1997

Bundesgesetz über Waffen, Waffenzubehör und Munition

Loi fédérale sur les armes, les accessoires d'armes et les munitions

Namentliche Abstimmung
Vote nominatif
(Ref.: 0915)

Für Annahme des Entwurfes stimmen – Acceptent le projet:
Aregger, Bangerter, Baumann Alexander, Baumberger, Bezzola, Bircher, Blaser, Bonny, Bortoluzzi, Bosshard, Bührer, Caccia, Cavadini Adriano, Christen, Comby, Deiss, Ducrot, Durrer, Eberhard, Egerszegi, Eggly, Engelberger, Engler, Epiney, Eymann, Fasel, Fehr Lisbeth, Filliez, Fischer-Seengen, Freund, Frey Claude, Frey Walter, Gadient, Gros Jean-Michel, Grossenbacher, Günter, Gysin Hans Rudolf, Hasler Ernst, Heberlein, Hegetschweiler, Hess Peter, Hochreutener, Imhof, Kofmel, Kühne, Kunz, Lachat, Langenberger, Lauper, Leu, Loeb, Loretan Otto, Lötscher, Meier Hans, Müller Erich, Nabholz, Nebiker, Oehrli, Pelli, Philipona, Pidoux, Pini, Raggenbass, Randegger, Ruckstuhl, Ruf, Rychen, Sandoz Marcel, Schenk, Scheurer, Schmid Odilo, Schmid Samuel, Schmied Walter, Seiler Hanspeter, Simon, Speck, Stamm Luzi, Steinegger, Straumann, Stucky, Tschopp, Tschuppert, Vallender, Vetterli, Vogel, Weigelt, Weyeneth, Widrig, Wittenwiler, Wyss (90)

Dagegen stimmen – Rejettent le projet:
Aguet, Alder, Baumann Ruedi, Baumann Stephanie, Berberat, Binder, Blocher, Brunner Toni, Burgener, Carobbio, Cavalli, Chiffelle, de Dardel, Dreher, Fankhauser, Fässler, Fehr Hans, Friderici, Giezendanner, Goll, Gonseth, Grendelmeier, Grobet, Gross Andreas, Gysin Remo, Hafner Ursula, Hämmerle, Herczog, Hubacher, Hubmann, Jans, Jaquet, Jeanprêtre, Keller, Maspoli, Maurer, Maury Pasquier, Müller-

Vierzehnte Sitzung – Quatorzième séance

Freitag, 20. Juni 1997
Vendredi 20 juin 1997

08.00 h

Vorsitz – Présidence: Delalay Edouard (C, VS)

Schlussabstimmungen
Votations finales

90.257

Parlamentarische Initiativ
(Ducret)
Erwerb des Schweizer Bü
Aufenthaltsdauer
Initiative parlementaire
(Ducret)
Acquisition de la national
Conditions de résidence

Schlussabstimmung – Vote final

Siehe Seite 657 hiervor – Voir page 657 ci-

Beschluss des Nationalrates vom 20. Juni
Décision du Conseil national du 20 juin 19

Bundesgesetz über Erwerb unc
Bürgerrechts
Loi fédérale sur l'acquisition et
suisse

Abstimmung – Vote
Für Annahme des Entwurfes 41 Stimmen (Einstimmigkeit)

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

96.072

Gewässerschutzgesetz. Änderung
Loi sur la protection des eaux. Modification

Schlussabstimmung – Vote final

Siehe Seite 665 hiervor – Voir page 665 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 19. Juni 1997
Décision du Conseil national du 19 juin 1997

Bundesgesetz über den Schutz der Gewässer
Loi fédérale sur la protection des eaux

Abstimmung – Vote
Für Annahme des Entwurfes 40 Stimmen (Einstimmigkeit)

An den Nationalrat – Au Conseil national

Iters-,

Loi fédérale sur les prestations complément
surance-vieillesse, survivants et invalidité

Abstimmung – Vote
Für Annahme des Entwurfes

(Ein

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral